

Le Courrier des incroyables

Conseils de Révision

Actualités d'août 2002

oooOOO§§§OOOooo

NAVET GARANTI PUR JUS

Marceline Loridan fut dans un passé lointain un ornement des nuits parisiennes. Elle parut dans un film d'Edgar Morin qui, vers 1960, introduisit à cette auto-contradiction promise à une mort rapide et qu'on appela le "cinéma-vérité". Marceline devint ensuite la compagne d'un très grand cinéaste, le documentariste néerlandais Joris Ivens. Elle l'assista dans quelques uns de ses plus beaux travaux et tout le monde se souvient, en particulier, du film qu'ils tournèrent sur le Dix-septième Parallèle, dans les tranchées et les bunkers nord-viêtnamiens, sous l'incessante pluie des bombes américaines.

Ivens mort et enterré, Marceline, devenue septuagénaire, est saisie à son tour du virus et veut tourner un film de fiction. Elle choisit de le tourner à Auschwitz, où elle avait été déportée quelques mois à la fin de la guerre, à l'âge de 15 ans. D'Auschwitz, elle était partie à Bergen-Belsen, avant l'épidémie finale, un camp qu'elle avait préféré parce qu'il n'y avait "plus le gaz", dit-elle. A Auschwitz, elle a évidemment "vu" l'insurrection des *Sonderkommandos* et elle a évidemment été sélectionnée par Mengele, en personne, ce qui vous classe un déporté. Si on n'a pas été sélectionné par Mengele lui-même, on est un plouc. Quand on pense aux millions de personnes qu'il a dû sélectionner lui-même, cézigue en personne, sur la Rampe, on se demande comment il trouvait le temps de faire ses petites horribles expériences.

Bon, la petite Marceline ne l'intéressait pas et elle a fini la guerre dans une usine à Leipzig, libérée par l'Armée Rouge. Ça crée des liens.

Elle a compris le truc de *Shoah* : moins on en montre et plus c'est terrible. Donc elle a concocté un scénario où une bonne femme, jouée par Anouk Aimée, une autre septuagénaire mais bien conservée, "revient" à Auschwitz et "voit" on ne sait quoi. On ne peut pas savoir puisqu'il n'y a rien à voir et que ce sont des souvenirs, forcément irréels. Un de nos amis, déporté, qui avait fait cette sorte de pèlerinage dans les années 60 racontait qu'il était bien difficile de reconnaître quoi que ce soit, à cause des réaménagements soviétiques, mais aussi parce que l'état de santé et de sous-nutrition dans lequel il se trouvait quand il était prisonnier avait faussé les perspectives. Ses souvenirs ne collaient pas, ou plus, avec l'image du réel. Il avait rapporté un couple d'escargots, trouvés sur place, qu'il avait baptisés "Nacht" et "Nebel" avant de les relâcher dans son jardin. Pendant un temps les Bourgeois polonais avait prospéré et puis ils avaient disparu. Il n'en avait pas mangé.

La pauvre pomme qui est de service au *Monde* pour couvrir l'événement sûrement pharamineux que représente deux jours de tournage de ce navet prometteur, sous le titre "Marceline Loridan-Ivens retrouve sa mémoire à Auschwitz-Birkenau" écrit évidemment que "deux millions et demi de corps [ont] disparu dans ce lieu il y a soixante ans". Elle a dû piquer ça dans un dépliant du Comité d'initiative local. Les guides touristiques ont tendance à enjoliver les choses, on le sait bien.

Marceline la germanopratinne n'a eu aucun mal à trouver du pognon, coproduction franco-germano-polonaise (on se demande pourquoi les Soviétiques n'y sont pas, parce que question mise en scène, ils étaient très forts), 2,7 millions d'Euros comme budget, pour se promener dans le camp, avec l'oeil bovin qui fait semblant de se remémorer, c'est pas mal. Joris n'avait jamais trouvé le dixième de ce flouze pour faire de vrais films. "Jusqu'à présent, aucune chaîne hertzienne française n'a souhaité s'associer au projet", tel est le grossier rappel du pied retransmis par la journaliste Isabelle Regnier (*Le Monde*, 10 juillet). Ça rappelle la même inertie des chaînes française à propos du supernavet qui s'appelait *Holocaust*. Mais il y eut le très-utile attentat de la rue Copernic et les chaînes se précipitèrent à qui mieux mieux sur le feuilleton qui allait ensuite faire tant de petits et tant de bonne galette.

En plus, on ne laisse pas Marceline tourner ce qu'elle veut. Les bureaucrates qui tiennent solidement le Musée d'Auschwitz ont exercé leur droit de cuissage. "Nous avons exigé que certaines scènes soient coupées parce qu'elle ne coïncidaient pas **avec la vision du musée**", propos attribué à une Dorota Ryszka. "L'une d'elle, par exemple, n'était pas vraisemblable: alors que les vestiges de la déportation sont

exposés à Auschwitz I, Marceline voulait que le personnage de Myriam découvre un stock de valises à Birkenau". L'aveu de cette invraisemblance étonne: quid des tas de chaussures, et autres tas de vestiges, organisés par les Soviétiques dans les années 50 ? La vraisemblance est-elle sanctifiée par le passage du temps ? Mais on voit tout de suite en quoi le scénario fabrique de la "mémoire". Nous avons pour cela d'autres termes: des conneries convenues.

D'ailleurs en ce moment même on passe sur la chaîne *Histoire*, une petite série de pas moins de 14 soirées de "témoignage", "proposés" par la luguwre Wierworka. (Réalisation Caroline Roulet). Elle doit avoir besoin de faire creuser une piscine dans sa maison de vacances. D'après les journaux, ça doit être totalement rasoir mais ils ne le laissent entendre qu'à demi-mot. Presque tous les noms de témoins cités sont des noms juifs, ce qui garantit une sorte d'exclusivité. Mais la seule chose que personne n'expliquera c'est ce nombre prodigieux de survivants. S'il s'agissait vraiment d'exterminer, on voit que le fonctionnaire nazi était une feignant de première classe.

Heureusement que les cocos n'ont pas perdu tout sens de la créativité. *L'Humanité* du 9 mai dernier (2002) donnait la parole à une Paulette Slivka, déportée résistante, membre du "Front national de la Résistance", avec les majuscules dans cet ordre, qui parlait des femmes, à Auschwitz, "mortes de typhus, de faim ou bouffées par les chiens". Voici une nouvelle et intéressante addition au martyrologe communiste, les "femmes bouffées par les chiens"; d'abord c'est nouveau et, comme on le voit, ça vient de sortir; ensuite, ça devrait intéresser tous les amis des bêtes; on se plaint d'avoir 8000 morsures de chiens par an en France dues à ces sales cabots (dont plusieurs bébés dévorés, aimablement fournis aux gentils molosses par des parents complaisants). On voit que l'Allemagne nazie, dans ce domaine comme dans quelques autres, était en avance. Néanmoins, comme ces femmes déportées étaient, on le présume, très amaigries, on voit que le régime de ces chiens n'était pas très équilibré, ce qui sans doute explique leur méchanceté.

Il nous reste à espérer que Marceline pourra introduire quelques chiens de la Slivka et faire bouffer Anouk Aimée pour qu'on ait enfin une bonne dramatique à la télé, qui en manque singulièrement. Les témoignages, c'est endormant, il faut de l'action.

ITE MISSA EST

Il n'aura pas fallu longtemps pour être fixé sur la qualité de la rat-farine dans laquelle nous allons être roulés. Au moment du raout du Veld'Hiv, le nouveau premier ministre a chaussé les savates avachies de son président et, d'un air martial, comme il sied dans les inaugurations de sous-préfectures poictevines, il a déclamé: "Agresser la communauté juive, c'est agresser la France". Quel besoin, quel mouche, quel démon? Agresser la communauté juive (s'il a une communauté et s'il y a une agression), c'est agresser ladite supposée communauté. Si on dit que c'est agresser la France, il s'ensuit mathématiquement que la supposée communauté juive est la France, qu'elle nous représente, nous englobe et nous inclut. Il s'ensuit tout aussi mathématiquement que ceux qui ne sont point convaincus par cette équation hardie auront quelques raisons de proclamer de leur côté: la France aux Français et la communauté aux cent mille diables. Quand le temps est à l'orage, les raffarins volent bas.

TRICHE DE TRUCHE

Quatre nouvelles et un bilan

par **Robert Faurisson**

Trois nouvelles de Paris. Une nouvelle de Los Angeles. Un bilan de la situation, préoccupante, du révisionnisme.

Procès pour mes *Ecrits révisionnistes*

Le 1er juillet, un huissier de justice m'a délivré un mandement de citation devant la 31e chambre du tribunal de grande instance de Paris. Je suis prévenu, ayant été en 1999 éditeur ou producteur des *Ecrits révisionnistes* (4 volumes), de m'être "volontairement soustrait à obligation de dépôt légal concernant cet ouvrage". J'encours une amende de 10.000 à 500.000 F. Je sais la personne qui s'est permis d'envoyer anonymement un exemplaire de cet ouvrage au dépôt légal mais j'ai refusé de livrer son nom à ceux qui m'ont interrogé sur son identité. La question de son identité m'a été posée successivement 1°/ sur ordre du substitut François Cordier, par une officiante de la quatrième délégation judiciaire, 2°/ par un gendarme de Vichy, 3°/ par le juif Alex Merali, responsable du dépôt légal au ministère de l'Intérieur (au téléphone, il a accompagné ses menaces d'un retentissant "Shalom"), 4°/ par une délégation de quatre policiers venus perquisitionner à mon domicile de Vichy pour un tract dont je n'étais pas l'auteur (P.-A. Taguieff, qui travaille avec la police, leur avait d'ailleurs dit que ce texte ne portait pas la marque de mon style), et, enfin, 5°/ par le juge d'instruction Jean-Paul Valat, qui m'a convoqué à Paris en son

cabinet. La date définitive de mon procès sera communiquée par mes soins aux quatre ou cinq révisionnistes du dernier carré de fidèles qui ont encore le courage de m'apporter le soutien de leur présence à ces procès en série.

Condamnation du magazine *L'Histoire*

Dans sa livraison de juillet-août, en page 72, *L'Histoire*, dont les responsables sont Stéphane Khémis, Michel Winock et Jean-Noël Jeanneney, a dû publier l'intégralité d'un texte en droit de réponse que j'avais envoyé en réplique à un article de Valérie Igounet sur "Le cas Faurisson. Itinéraire d'un négationniste". Mon texte avait été reproduit mais avec force coupures non signalées, qui en adultéraient le sens. Cette fois-ci, mon texte en droit de réponse, fidèlement reproduit, est précédé de l'avis suivant, imprimé en caractère gras:

Publication judiciaire

Par arrêt du 19 décembre 2001 de la 11e chambre de la cour d'appel de Paris, Monsieur Stéphane Khémis, directeur de la publication *L'Histoire*, a été condamné à une peine d'amende et au paiement de dommages et intérêts à l'égard de Monsieur Robert Faurisson pour avoir refusé d'insérer le droit de réponse que celui-ci lui avait fait parvenir, à la suite de la publication d'un article intitulé "Le cas Faurisson. Itinéraire d'un négationniste", et paru dans le numéro de décembre 1999.

S. Khémis s'est pourvu en cassation.

Colloque sur "La lutte contre le négationnisme"

Le 5 juillet, s'est tenu, à la première chambre de la cour d'appel de Paris, sous la présidence, en particulier, de Pierre Truche, un colloque sur "La lutte contre le négationnisme". Devant un auditoire de quatre-vingts personnes, les orateurs se sont félicités, à tour de rôle, de l'existence, depuis le 13 juillet 1990, d'une loi spécifiquement antirévisionniste. Ils ont décrit ce qu'ils appellent le "négationnisme" comme un fléau sévissant tout particulièrement sur Internet où, à les en croire, "plus de 10.000 sites négationnistes" sèmeraient l'ivraie du doute. L'accès au colloque m'a d'abord été refusé ainsi qu'à Me Delcroix, puis, devant nos protestations respectives, il nous a été permis. Me Delcroix, dans son intervention, a fait observer qu'il y avait une grande absente à ce colloque accusatoire: la défense; puis, dans le langage des avocats, il a esquissé ses arguments de droit habituels pour contester les procès intentés aux révisionnistes. Pour ma part, tirant profit des questions naïves de P. Truche, j'ai pu esquisser, sous la forme d'un rappel historique, mes habituels arguments de fond touchant l'impossibilité d'existence des chambres à gaz nazies; je l'ai fait parfois dans le hourvari général. La partie adverse a marqué son désarroi devant une intervention venue rompre le flot soporifique de "communications" toutes plus vides et plus désordonnées les unes que les autres. Me Henri Leclerc s'est livré à un acte de repentance. Il a confessé qu'il avait été d'abord hostile à la "loi Gayssot" (en fait, la "loi Fabius-Gayssot") mais, nécessité faisant loi, il ne fallait plus, dit-il, hésiter à faire usage, et même vigoureusement, de cette innovation car les "négationnistes" n'étaient que des menteurs; le mot de "menteurs" était alors martelé avec une insistance mécanique. Malgré toute interdiction de reprendre la parole, j'élevais une véhémence protestation et mettais mon accusateur au défi de produire un seul exemple de mes prétendus mensonges. L'expulsion par la garde menaçait. Le nombre des révisionnistes présents a malheureusement été dérisoire, comme d'habitude. L'un d'eux, ancien universitaire peu habitué à ces manifestations, m'a témoigné de sa surprise devant ces "mandarins des droits de l'homme" qui se présentaient comme "des éboueurs sacrés", cette dernière formule étant de Me Christian Charrière-Bournazel, pour qui les "négationnistes" ne sont que boue.

A Los Angeles, le 14e colloque révisionniste

Du 21 au 23 juin, s'est tenu à Los Angeles le 14e colloque de l'Institute for Historical Review. A la lumière des événements du 11 septembre 2001, l'intérêt général pour le révisionnisme de l'obsédant "Holocauste" des juifs semble faiblir. Mark Weber a fait observer que, lorsque survient ou paraît survenir une nouvelle guerre mondiale, tout ce qui touche à la précédente guerre mondiale donne l'impression de devenir soudain caduc ou périmé. C'est ainsi que le révisionnisme de la première guerre mondiale avait disparu de la scène en septembre 1939 et qu'aujourd'hui, le nom, par exemple, du révisionniste franco-britannique Norton Cru nous est, sauf pour les spécialistes, "moins que vent, ombre, fumée et songe" (Mellin de Saint-Gelais, 1491-1558). Il se peut que les organisations juives elles-mêmes accordent la priorité à ce qu'elles nomment la "guerre mondiale contre le terrorisme" tout en maintenant, bien sûr, à la fois les rites de la religion de l'"Holocauste" et la répression du révisionnisme. Toujours selon M. Weber, l'heure est venue pour le révisionnisme de faire peau neuve. Pour ma part, j'ajouterais

que, lorsque l'Etat d'Israël aura disparu, naîtra la légende du "Second Holocauste", qui appellera à son tour une nécessaire révision de ses nouveaux mensonges.

Sombre bilan

Du révisionnisme actuel, qui est encore celui de Paul Rassinier, on dira peut-être un jour qu'il a gagné toutes les batailles mais perdu la guerre. Ce qui semble sûr, c'est que, sur le plan académique, il a remporté toutes les batailles et que l'adversaire a été taillé en pièces: Raul Hilberg, le pape des exterminationnistes, a été pulvérisé. "I am at a loss" (Je suis perdu), a-t-il été un jour obligé d'admettre lors d'une audience du procès Zündel, à Toronto, en 1985. Il est aujourd'hui définitivement "at a loss" avec sa théorie du génocide sans ordre, sans plan et conduit par...télépathie (*mind reading*)! Mais, pour prendre la relève des historiens de la "Shoah", on a vu se lever les bataillons des marchands d'illusions juives avec leurs films, leurs pièces de théâtre, leur tam-tam médiatique, leurs cérémonies, leurs monuments et leurs incantations. Et là, les révisionnistes ont perdu pied; ils ont été submergés par le flot. Aux Etats-Unis, Bradley Smith a tenté une ingénieuse action médiatique en direction des journaux et des stations de radio et de télévision mais il n'a pas reçu de la communauté révisionniste les soutiens espérés, qui, de toute façon, auraient été dérisoires face à la renversante propagande holocaustique des médias occidentaux.

Et puis, pourquoi se le cacher, les révisionnistes ont peur. La répression ne connaît pas de répit. Elle prend les formes les plus ouvertes comme les plus sournoises. Elle n'a certes pas le caractère des luttes politiques avec tortures, longues peines de prison ou assassinats, mais elle est surtout vicieuse, obsédante, térébrante. La tyrannie qu'exercent les fils d'Israël est oblique. Elle n'a pas la franchise du tyran qui, par le déploiement spectaculaire de la force et la vigueur de ses accents, fait clairement entendre qu'il faudra lui obéir. Le tyran holocaustique, lui, s'annonce de loin par des gémissements ou des cris déchirants; il apparaît sur le seuil, revêtu des habits du mendiant; il est alors accueilli au foyer où il touche les coeurs par des récits pathétiques sur ses tribulations auxquelles nul autre malheur ne se peut comparer. Installé à demeure, il commence à y faire régner sa propre loi mais toujours en gémissant car seul le gémissement paie. Il va frapper mais en pleurant si fort que ses pleurs couvriront les cris de ses victimes. Il est entendu que les enfants d'Israël ont tant souffert que compensations et privilèges leur sont dus et que ce serait manquer de coeur que de dénoncer leurs mensonges et leur tyrannie. Ainsi s'est créé un tabou qui est leur vrai bouclier de David, leur épée aussi. Rien n'est redoutable comme un tabou. Un véritable tabou vaut toutes les polices et tous les juges. Il inspire une peur irraisonnée, particulièrement difficile à surmonter. Pour l'affronter, il faut, comme l'a dit Horace de l'homme qui s'est le premier risqué sur la mer, qu'il ait le "coeur bardé d'un triple airain". Qui peut se vanter d'avoir un tel coeur?

Les révisionnistes sont fatigués. Ils voient les plus éculés mensonges, y compris ceux que les historiens de l'"Holocauste" ont été finalement contraints de reconnaître comme tels, reprendre vie comme au premier jour. Repartant à l'assaut, les révisionnistes se surprennent à ressasser toujours les mêmes arguments, les mêmes démonstrations à quelques variantes près. Ils se demandent à quoi bon persister comme Sisyphe ou don Quichotte.

Etrange entreprise que celle qui consiste à évoquer sans cesse un conflit vieux de soixante ans. Comment les jeunes générations pourraient-elles se passionner pour des époques révolues? Il est vain d'aller répétant que le monde actuel, leur propre monde, vit sur un gigantesque mensonge qui garde toute sa force ou même se renforce. Le présent se moque du passé. Paradoxe enfin: les révisionnistes sont aussi assommants que les juifs. Ils traitent au fond du même sujet. Mais, dans l'indifférence générale qui accueille aussi bien les mythes juifs que les démystifications révisionnistes, n'y a-t-il pas un fond de sagesse? La vraie vie n'est-elle pas ailleurs que dans ces répugnantes inventions talmudiques, soit qu'on les prenne pour argent comptant, soit qu'au contraire on cherche à les balayer?

Sous sa forme actuelle, le révisionnisme est en crise.

6 juillet 2002

La réponse de l'aaargh: *Il n'est point besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer. Le grain ne germera que si l'on continue de tirer la charrue.*

PYTHIES

Au moment où nombre de révisionnistes s'interrogent à propos de l'avenir du révisionnisme, l'Adelaide Institute (Australie) a eu l'idée de lancer une consultation sur le sujet.

Pour sa part, Fredrick Töben, responsable de l'Institut, estime que, dans leur combat contre l'imposture ou la religion de l'"Holocauste", les révisionnistes peuvent remporter des victoires mais non gagner la guerre, du moins dans les nations occidentales. Celles-ci sont trop imprégnées d'un christianisme, lui-

même tributaire du judaïsme. F. Töben cite à ce propos Marcus Elie Ravage qui, dans un essai datant de 1928, tournait en dérision les chrétiens se rebellant contre les juifs alors que leur Dieu est celui de l'Ancien Testament et que le fils de ce Dieu est né d'une mère juive.

Répondant à F. Töben, R. Faurisson propose une autre analyse dont le texte ci-dessous est traduit et adapté de l'original anglais.

Le Révisionnisme contre le Veau d'or

par Robert Faurisson

En effet, notre problème n'est pas seulement l'"Holocauste" mais ce qu'on appelle "les juifs".

Je veux dire "les juifs" tels que je les ai décrits, le 3 décembre 1998, à la fin de l'introduction aux quatre volumes de mes *Ecrits révisionnistes* ainsi que, plus récemment, dans un bref article sur "La 14e Conférence révisionniste de Los Angeles" (6 juillet 2002).

Je suis en partie d'accord avec ceux qui estiment que la religion chrétienne est liée à des inventions et à des exagérations juives, aussi ineptes que répugnantes. De fait, la civilisation occidentale, marquée par le christianisme et usant d'un langage chrétien, pourrait être considérée comme "morale et spirituellement mais surtout émotionnellement asservie aux juifs" (Elie Ravage, que vous citez). Mais des aspects et un langage ne constituent pas des racines à proprement parler. Ce qui importe, ce n'est pas ce que j'appellerais le "cinéma" juif ou chrétien (le cinéma des mots, des images et des sons). Ce qui compte avant tout, c'est un ensemble de réalités concrètes et non religieuses: le Veau d'Or, la société de consommation et le consumérisme, sa séduction, sa puissance, sa tyrannie. Les chrétiens et bien d'autres que les chrétiens chérissent tellement ces valeurs-là qu'ils sont tous plus ou moins d'accord pour voir dans le révisionnisme un danger. Quant aux juifs, qui, pour différentes raisons historiques, ont toujours été à la pointe de l'adoration et de la protection du Veau d'Or (leur vrai dieu, bien plus que Yahweh), ils sentent et redoutent plus particulièrement cette sorte de danger mortel. D'où le combat acharné qu'ils nous livrent.

Je tiens à bien me faire entendre sur le "problème" juif ou la "question" juive.

Je souhaite qu'il ne soit pas fait aux juifs le moindre mal. Pour moi, les enfants d'Israël peuvent même conserver leur puissance, leurs biens, leur influence; ils peuvent continuer à exercer leur tyrannie en pleurant et en geignant comme ils s'entendent si bien à le faire; ils peuvent continuer à mépriser les goyim, du moins ceux qui ne leur obéissent pas. Des juifs je n'attends rien.

C'est aux non-juifs que je m'adresserais. J'aimerais qu'ils fussent plus nombreux à comprendre le caractère raisonnable et limité de nos exigences. Les révisionnistes revendiquent simplement le droit de publier le résultat de leurs recherches sur la plus énorme des inventions juives, c'est-à-dire sur le prétendu "Holocauste". Nous réclamons le droit de n'être pas poursuivis, condamnés, censurés et physiquement agressés pour avoir publié les conclusions de nos recherches. En fin de compte, nous demandons vraiment peu mais, l'expérience malheureusement le prouve, aux yeux de beaucoup de non-juifs, c'en est déjà trop et, dans cette exigence élémentaire, il y aurait de l'antisémitisme.

Quand on me lance: "Etes-vous antisémite?", ma réponse est "Non". Je suis simplement contre les personnes, les groupes et les associations qui bénéficient du privilège de nous poursuivre automatiquement en justice. De la même façon, je serais "anti" tout autre groupe qui, non content de me poursuivre et de me faire condamner à des amendes et à des dommages-intérêts, m'agresserait physiquement, briserait ma carrière, s'en prendrait à ma femme, à mes enfants et à mes petits-enfants, sous prétexte que mes travaux historiques, que les historiens de ce groupe se trouvent incapables de réfuter, ne siéraient pas.

L'historien juif Raul Hilberg lui-même a capitulé devant les révisionnistes quand, interrogé devant un tribunal, il a été obligé de battre en retraite et de répéter, sous serment, l'explication selon laquelle "la destruction des juifs d'Europe" aurait été perpétrée par une "vaste bureaucratie" faisant appel à une "incroyable rencontre des esprits, une divination consensuelle". Autrement dit, pour lui, la vaste bureaucratie allemande, aurait, sans ordres et sans directives, pratiqué le génocide des juifs par voie de télépathie!

Je n'accepte pas qu'un groupe de pression, juif ou non juif, qui se trouve réduit à de tels expédients, me dicte d'avance les conclusions de mes recherches. Personne n'a le droit de lobotomiser un chercheur.

En tant que Français, je demande simplement l'abrogation de la loi juive "Fabius-Gayssot". L'ennui est que, sous la pression continue des organisations juives, des pays adoptent en nombre croissant une loi spécifique contre le révisionnisme. Cyniquement, les centres Simon Wiesenthal et autres organisations similaires leur font entendre que, s'ils veulent de l'**argent**, il leur faut d'abord prendre des mesures législatives particulières contre ce qu'ils appellent "**la négation de l'Holocauste**". Mais tous les pays sur la terre en sont à réclamer de l'**argent**.

Ainsi en revient-on au Veau d'Or et, du même coup, à la fatalité qui, par voie de conséquence, pèse si lourdement sur le mouvement révisionniste.

juillet 2002

LE PETIT ROBINET DE LA CHAMBRETTE À GAZ
L'Est républicain

Le Struthof, espace de vigilance

par **François Moulin**

Pour sa première visite, le nouveau secrétaire d'Etat aux anciens combattants a choisi le camp du Struthof qui doit accueillir le centre européen du résistant déporté.

Natzweiler.-- "Comment penser que des hommes ont pu faire cela!". Hamlaoui Mekachera, le nouveau secrétaire d'Etat aux anciens combattants est sorti bouleversé de la visite du baraquement où les sinistres bourreaux nazis pratiquaient sur les déportés des expériences de vivisection. Sur les 45.000 hommes et femmes dont de nombreux résistants classés "NN" (*Nacht und Nebel*), 22.000 devaient périr dans ce camp, victimes du travail forcé, de la faim et du froid, des balles des SS, de la pendaison **voire pour certains de la chambre à gaz**.

De mai 1941 à septembre 1944, ces milliers d'esclaves-opposants politiques allemands, français ou en provenance d'autres unités concentrationnaires réparties dans toute l'Europe vécurent "dans l'enfer et le désespoir" comme l'a souligné hier Jean de Roquette-Buisson, président du comité national du Struthof, ancien membre du réseau Alliance, un mouvement de résistance qui paya un lourd tribut aux combats contre l'occupant.

Pour sa première sortie publique, le nouveau secrétaire d'Etat a pu mesurer combien en ce lieu de souffrance, la mémoire de cette époque sombre restait vive. Plusieurs centaines de personnes -- des anciens déportés venus de toute la France -- mais aussi des parents et enfants de résistants ont assisté pendant plus de trois heures à cette émouvante cérémonie sous un soleil de plomb.

10 millions d'euros de budget

Cette 57e commémoration a été aussi l'occasion de se projeter dans l'avenir. En 2005, le camp accueillera le "**centre européen du résistant déporté**". "Il ne s'agira pas d'un musée classique mais plutôt d'un **centre d'interprétation** consacré à l'ensemble du monde concentrationnaire nazi" indique Solange Apik, la **directrice de la mémoire, du patrimoine et des archives au ministère de la défense**. Dans la "Kartoffel Keller" (la cave à pommes de terre creusée à même la roche par les prisonniers) l'exposition permanente présentera un panorama complet des mouvements de lutte contre l'oppression nazie à travers **une mise en scène** dynamique et des supports multilingues.

L'architecte, Pierre Louis Faloci a également intégré à son programme un "**espace de vigilance**" car, indique-t-il, "le danger du totalitarisme n'est pas si loin de nous". [*Il n'a qu'à regarder du côté de la "direction de la mémoire", orwellienne invention qui relève de l'ambition totalitaire par excellence*] Enfin, une partie importante du nouveau bâtiment aux lignes horizontales sobres devrait être consacrée à l'histoire proprement dite du Struthof et de sa soixantaine de kommandos annexes. Ce vaste chantier a été doté d'un budget total de 10 millions d'euros (**65 millions de francs**) dont près de deux millions proviennent de financements européens.

Le robinet de la chambre à gaz

Hier, lors de la présentation des maquettes du projet sur le site quelques objets ayant été confectionnés par des déportés ont été déposés dans les collections: un rosaire fabriqué clandestinement par un Luxembourgeois, une carte anniversaire dessinée par des membres du kommando d'Erzingen à destination d'une des figures de la déportation au Struthof, Léon Boutbien ou encore une boîte métallique offerte à un contre-maître de la carrière où travaillaient les malheureux détenus et une des pioches qui servit à la construction des galeries souterraines du kommando de Kochendorf en Allemagne.

Bruno Medjaldi, adjoint au maire de Besançon, avait fait le déplacement pour remettre "l'entonnoir et le **robinet de la chambre à gaz** du Struthof appartenant au musée de la résistance et de la déportation de notre ville depuis 1972". En visualisant cette pièce de sinistre mémoire, un ancien du Struthof s'est aussitôt souvenu du visage du camarade Luxembourgeois qui l'avait réalisée.

Ces témoignages parmi bien d'autres devront, selon le souhait exprimé par Hamlaoui Mekachera, "venir rappeler aux jeunes générations le sens du combat de ses hommes pour leur permettre de vivre libres sur un continent débarrassé de la haine".

L'Est républicain, 24 juin 2002.

Un "centre d'interprétation". on voit s'annoncer encore une belle couillonnade. Il n'y a pas que l'Ecole qui abrutit les enfants, il y a toute cette série de "lieux de mémoire" jobardiflus, absolument baratinesques, qui n'est destinée qu'à une chose: hébéter toujours davantage de plus en plus d'enfants de plus en plus jeunes., pour transformer ce pays en un gigantesque massif alpin: le pays des crétiens et des neiges éternelles.

D'ailleurs, comme on le voit, nous avons, outre un "directeur des libertés publiques", une "directrice de la mémoire". Si les jospins volaient...

BAN

Liste d'ouvrages antisémites et négationnistes

- *Blum tel qu'il est* de Maurice Thorez. Ouvrage antisémite où Blum est décrit comme "un chacal aux doigts crochus". [Et alors ?]
 - *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* de Roger Garaudy. Ouvrage négationniste qui nie la réalité de la Shoah, interdit en France. [Faux, ce livre est en vente libre]
 - *La Question Juive* de Karl Marx. Ouvrage antisémite qui présente les juifs comme des êtres inassimilables mus par l'égoïsme et le culte de l'argent. [Il l'a pas lu le con ! Mais nous on l'a sur le site, allez-y voir.]
- <<http://perso.wanadoo.fr/socialocommunisme-verite/listeouvragecommuniste.html>> Aout 2001.

LES SOTS DU KANGOUROU

L'Australie ne veut pas de révisionnisme en ligne

Par Estelle Dumout

La Commission australienne pour les droits de l'Homme a ordonné à l'Adelaide Institute de supprimer immédiatement toutes les informations révisionnistes affichées sur son site. La Commission australienne pour les droits de l'Homme et l'égalité des chances a ordonné mardi 10 octobre à un administrateur de site de retirer de ses pages des propos à caractère raciste et négationniste. "Une première dans ce pays", rapportent nos confrères de ZDNet Australie.

"Sans intérêt historique ou scientifique"

Le site de l'Adelaide Institute contient des informations sur l'Holocauste, mais celles-ci n'ont "aucun intérêt historique, intellectuel ou scientifique", a indiqué la Commission. "Elles sont dégradantes, et insultantes pour la population juive", a-t-elle ajouté.

La page d'accueil du site, intitulée *The continuing intellectual adventure of the 21st century* (l'aventure intellectuelle perpétuelle du XXIe siècle), ne laisse en effet guère de doute quant aux théories révisionnistes de son auteur, le Dr Töben. Trois photos prises au cours d'une visite au camp d'extermination d'Auschwitz - Birkenau, en Pologne, sont publiées. On peut y voir le Dr Töben "pénétrant dans les prétendues chambres à gaz", d'après les légendes, et constatant que "les quatre prétendues conduites de gaz n'existent pas." D'où sa conclusion lapidaire: "pas de conduites -- pas d'Holocauste !" D'autres liens et informations du même ordre sont présents sur le site.

Des informations à retirer immédiatement

Les contenus mis en ligne tombent sous le coup de la loi australienne contre la discrimination raciale, l'équivalent de la loi Gayssot en France, qui punit la contestation des crimes contre l'humanité.

La Commission pour les droits de l'Homme a sommé le Dr Töben de retirer immédiatement les informations révisionnistes et de ne pas les rediffuser ailleurs, indique ZDNet Australie. Il devra en outre publier sur la page d'accueil de son site une note d'excuse à l'adresse de la communauté juive australienne.

Le Dr Bill Jonas, un des membres de la Commission s'est réjoui d'une telle décision. "Les avantages que retire la société de la technologie moderne ne devraient jamais être remis en question par l'usage de cette même technologie pour le dénigrement racial ou d'autres formes de communication raciste", a-t-il précisé à nos confrères australiens

ZDNet France, 11 octobre 2000

<<http://news.zdnet.fr/story/0,,t119-s2061408,00.html>>

PHILTRE DE DÉSAMOUR

Caencaen: "Le serveur cache de pages web académique est maintenant automatiquement activé sans qu'il soit nécessaire de configurer les machines clientes.

De plus il est associé à un filtre interdisant l'accès à des pages des catégories suivantes : pornographie, **révisionnisme**, racisme, néo-nazisme, piratage (hacking, warez) etc...
Ces pages sont actualisées chaque jour par un robot, **malheureusement ce repérage n'est pas exhaustif**, aussi nous vous invitons à nous communiquer les URL des sites qui n'auraient pas été filtrés.
<catherine.henry@tice.ac-caen.fr> censeuse en chef
<<http://www.crdp.ac-caen.fr/pedagogie/tice/internet/dispositifproxy.html>>"

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES (suite)

amnistia

Négationnisme: un rapport sauce lyonnaise...

Paris, mardi 2 juillet 2002. La machine à blanchir quelques-uns des mandarins impliqués dans les dérives des universités Lyon 2 et Lyon III vient d'hériter d'un nouveau programme.

On se souvient que le principal scandale touchant ces deux lieux de transmission du savoir et de la mémoire avait pris le nom de son principal bénéficiaire, l'ex-étudiant Plantin. Cet éditeur négationniste, plusieurs fois condamné par la justice, a pu se prévaloir pendant une bonne dizaine d'années de deux diplômes. Une maîtrise d'histoire sur Paul Rassinier, l'un des initiateurs du négationnisme, puis un DEA sur les épidémies de typhus dans les camps nazis. Ces deux devoirs de troisième cycle, qui ouvraient grandes à Plantin les portes de l'éducation nationale, n'étaient pas, comme on pourrait le croire, des critiques de Rassinier ou des études objectives sur les causes de la mortalité dans les camps d'extermination et la volonté d'extermination raciale qui y présidait. Il s'agissait, en fait, de travaux d'approbation de Rassinier et d'appui aux délires faurissonniens attribuant principalement à la malnutrition et aux épidémies la responsabilité de la disparition de millions de juifs pendant la seconde guerre mondiale.

Deux professeurs se sont laissé aller à couronner Plantin. Le premier, Régis Ladous, arguait, pour sa défense, qu'il avait un jour signé un article anti-révisionniste dans *Le Monde*. La mention "Très Bien" qu'il avait accordée à Plantin était de l'ordre du gag disait-il... On sait aujourd'hui que ce professeur fréquentait assidûment le CESNUR (voir notre édition du 08.03.2002) et ne se privait pas d'écrire dans la revue *Politica Hermetica* où signaient également nombre de gens d'extrême-droite dont certains sont engagés dans le combat négationniste. La maîtrise de Plantin, qu'il accorda, pour rire, a fini par être annulée par les autorités universitaires **sous la pression des associations, [le lobby stalino-gauchiste]** au premier rang desquelles figurent le Cercle Marc Bloch, Ras l'Front ou la direction nationale de SOS Racisme.

Le DEA sur le typhus, dirigé par le professeur Yves Lequin, fut accordé dans de mystérieuses circonstances, puisque le jury n'était pas complet et que la signature d'un absent figurait sur les documents... De plus, ce travail ne peut plus être consulté, le professeur Lequin ayant omis de l'"archiver". Il a été, à son tour, annulé par les autorités universitaires. **[Ils ont donc annulé un mémoire qu'ils n'avaient pas lu, bel aveu d'obscurantisme.]**

En décembre dernier, le groupe socialiste au Conseil municipal de Lyon demandait à ce que toute la lumière soit faite sur les faits de négationnisme. L'instance chargée de cet inventaire est le Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits. Cette commission vient de rendre son "projet de rapport".

Ce texte de 36 pages, s'il brosse un tableau d'une partie, et d'une partie seulement, des offensives négationnistes ayant pour cadre l'université Lyon III, **manque cruellement d'audace et de curiosité**. Concernant la mansuétude de leurs collègues et de l'administration universitaire à l'égard des professeurs Ladous et Lequin, ses rédacteurs se contentent d'une phrase :

"Les enseignants n'auront jamais à s'expliquer devant la section disciplinaire de Lyon 2 et de Lyon 3".

Le problème, (et cela vaut pour l'ensemble des affaires lyonnaises), débute justement là où le Conseil pour le Respect des Droits a choisi de s'arrêter! Le travail systématique de Faurisson, de Notin, de Plantin, de Bdioui, de Pennaod, de Lugan, et de dizaines d'autres n'aurait pu se poursuivre pendant près de trente ans **sans un réseau intense de complicités dans la hiérarchie** universitaire et dans le monde politique. **[Voilà de vrais et authentiques conspirationnistes!]**

Le Cercle Marc Bloch **[C'est le faux blaze de DD l'ahuri des poubelles]**, une association lyonnaise très active dans le travail d'information sur ces réseaux, a réagi immédiatement à la teneur du rapport en en soulignant les faiblesses, les insuffisances, les omissions. Il note par exemple qu'on ne peut comprendre pourquoi Lyon est devenue la "capitale du négationnisme français" si on ne prend en compte qu'une seule de ses universités, Lyon III, et qu'on ignore que le point de départ fut Lyon 2, avec les protections dont bénéficia, un temps très long, Robert Faurisson dès le milieu des années 70. Plus près de nous, l'affaire du financement d'une antenne de Lyon 2 par le groupe Sasakawa est délibérément écartée:

"Lyon III n'apparaît que comme un fait isolé, et dans cet isolat, une "petite minorité" peut faire la loi sans qu'on sache pourquoi. Il est impossible de comprendre la situation sans aborder la question des modes de fonctionnement universitaires : le corporatisme qui anesthésie le milieu, et le mandarinat qui le régite. Ce que refuse absolument de faire le apport".

Le Cercle Marc Bloch conclut:

"Pour notre part, nous aurions souhaité que la municipalité de Lyon puisse prendre appui sur un document irréprochable et nous tenons notre documentation très complète à la disposition de tous".

Michel Leiris avait coutume de dire: "Contrairement à ce que l'on croit, il ne faut pas 'noircir du papier', il faut l'éclairer". Nôtre [*Sic*] publication se tient donc à la disposition des Lyonnais désireux qu'on en finisse au plus vite avec la réputation brune de leurs universités, et rappelle les nombreux dossiers que nous avons consacrés à ces affaires.

"Le cercle Marc Bloch édite une lettre régulière. Pour l'obtenir, il suffit d'envoyer un carnet de timbres (ou deux) au Cercle Marc Bloch, BP 3059, Lyon cedex 03".

<<http://www.amnistia.net/news/articles/negdoss/rapplyon/rapplyon.htm>>

2 juillet 2002

ENCORE PANURGIES

Rivarol

La saga de Lyon III (suite)

Le 28 mai à la 6e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon se tenait le procès Allard. De quoi s'agissait-il au juste ? On sait que l'université Lyon III est périodiquement mise en cause par des associations et des journaux de gauche mais aussi des organisations juives, parce qu'une partie du corps professoral est suspectée de sympathies d'extrême-droite voire de tendance dites "racialistes et négationnistes". C'est ainsi qu'après avoir eu la peau de Bernard Notin, les gardiens de la Mémoire s'en prennent à Bernard Lugin, à Jean-Paul Allard et à travers eux au président de l'université, le gaulliste Gilles Guyot.

Le 23 novembre 2001, le professeur Allard nous avait accordé un entretien sur le terrorisme intérieur à Lyon III. Il nous informait notamment qu'il avait poursuivi *Le Progrès de Lyon* pour diffamation puisque le quotidien avait imprimé dans son édition du 26 juin 2001 qu'il était "connu pour ses écrits négationnistes". Or, Jean-Paul Allard, distingué médiéviste et fin germaniste, n'a jamais eu à écrire ou à s'exprimer sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. En fait, ce qui lui est surtout reproché, c'est d'avoir présidé en 1985 le jury de la fameuse thèse de Nantes. Laquelle, soutenue par Henri Roques, s'attachait à mettre en évidence les nombreuses invraisemblances des confessions de Kurt Gerstein, héros de la pièce *Le Vicaire* (1963) et plus récemment du film *Amen* (2002) de Costa-Gavras, deux "oeuvres" destinées à salir la mémoire de Pie XII et au-delà à exciter à la haine contre l'Eglise catholique, ce qui explique sans doute l'attribution le 17 juin prochain du Grand Prix 2002 de la Société des Auteurs à Costa-Gavras.

L'audience fut un fiasco pour la défense. D'abord le hautain avocat du *Progrès*, Me Forestier, après avoir eu recours à des arguties juridiques pour tenter d'obtenir la nullité de la citation en diffamation, dut avouer au président du tribunal, l'Alsacien Lifschutz, que les deux historiens qu'il avait sollicités comme témoins, Pierre Bridonneau mais surtout l'octogénaire Pierre Vidal-Parquet, ne viendraient finalement pas. Pour les remplacer (mais peut-on remplacer Vidal-Poucet ?) on fit appel à un (inconnu) professeur d'histoire enseignant en collège, Jean-François Forge. Lequel, après avoir affirmé en préambule, que "son rôle était d'assurer aux élèves la transmission de la Shoah et des camps", fit sensation en reconnaissant que les confessions de Gerstein étaient en effet un tissu d'invraisemblances, mais qu'elles apportaient quand même la preuve de l'existence des chambres à gaz homicides. Comprenne qui pourra ! Mieux, il admit que la thèse de Nantes n'avait pas pour objet de nier l'existence de ces dernières, répétant en cela ce qu'avaient dit dès le déclenchement de l'affaire en 1986 l'historien Alain Decaux et l'ancien déporté Michel de Bouïard et ce qu'a d'ailleurs toujours affirmé Henri Roques lui-même.

Après une telle déposition, Me Forestier fut bien ennuyé. Il ne lui restait plus qu'à faire écouter au tribunal des morceaux choisis de la soutenance de thèse incriminée qui avait été enregistrée. Par qui ? curieusement on ne le sait pas. Ce dont en revanche on se rend facilement compte à l'audition de la cassette, c'est qu'il y a à l'évidence des coupures et des blancs pour le moins suspects et qui sont de nature à altérer la teneur et le sens des propos de J.-P. Allard.

Celui-ci n'eut d'ailleurs aucun mal à mettre en lumière la caractère "abracadabrant" des confessions de Gerstein, caractériel dont on sait qu'il a volé une oeuvre de Matisse retrouvée dans sa cache de Tübingen en juillet 1947. Qu'il s'agisse entre autres énormités d'un tas de chaussures qui, empilées, aurait atteint 45 mètres de hauteur ou d'une chambre à gaz, sorte de cabane en planches de 5 mètres sur 5 où

l'on aurait entassé sans problème 800 personnes et qui aurait compris une fenêtre derrière laquelle des gardes sadiques prenaient plaisir à assister en direct à l'asphyxie des victimes. En fait, comme l'a noté l'avocat de J.-P. Allard, Me Nivière, ce que l'on reproche au professeur, au-delà de la présidence du jury de cette thèse controversée, c'est d'être de droite et d'avoir fait partie du comité de soutien à la candidature présidentielle de Jean-Marie Le Pen en 1988. Un crime qu'apparemment il n'a pas fini de payer.

J.B. Rivarol, 14 juin 2002.

Le jugement du 2 juillet a donné entière satisfaction au professeur Allard. Comme il est de coutume dans tous les cas où les ligues de vertu commencent par perdre leur procès, le condamné a fait appel. Ils espèrent toujours, et souvent non sans raison, que les échelons supérieurs de la magistrature, plus avancés dans la carrière, seront plus sensibles aux déports et aux intrigues qu'elles savent machiner dans l'ombre de la bonne société.

POUR LES AMATEURS DE GAZ

Le Rapport Rockefeller, au Sénat américain, rédigé en 1994 explique (presque) tout sur l'utilisation, par les forces armées américaines, des armes chimiques et bactériologiques. **Amateurs de gaz, c'est le moment de sniffer**, y'en aura pour tout le monde. Les rares survivants de la troisième guerre mondiale contre le terrorisme seront contents d'apprendre que tout était prévu.

<http://heart7.net/mcf/1994-rockefeller-report.htm#156>

DEUX COMMENTAIRES

Robert Fisk Wrong About the IHR

One of the most astute observers of the Middle East scene is veteran journalist Robert Fisk, who covers that part of the world for Britain's daily *Independent*. He is well known for his undecieved reporting about the Israel-Palestine conflict, and he writes with rare candor about the malevolent power of the Israel lobby in the United States.

But in his column of July 9, 2002, "A Strange Kind of Freedom" <http://news.independent.co.uk/world/americas/story.jsp?story=313235> Fisk took an unfair and ignorant swipe at the Institute for Historical Review. For starters, he got the name wrong. He was also wrong in asserting that the IHR contends that "a small cabal of Zionists run[s] the world." Similarly, his charge that the IHR consists of "Holocaust deniers" is inaccurate, or at least misleading.

Fisk singles out a lecture at the recent 14th IHR Conference on "death sentences imposed by German authorities against German soldiers... for killing or even mistreating Jews." It is entirely understandable that Fisk, and many others, cannot believe that such executions could have happened. But the documents and testimony cited by Prof. Robert Faurisson in his lecture show persuasively that, on at least a few occasions, wartime Third Reich authorities did order executions of German soldiers for killing Jews. Some of this evidence can be found in volume 42 of the official "blue series" record of the main Nuremberg trial, Trial of the Major War Criminals Before the International Military Tribunal.

Mark Weber, Director, IHR. weber@ihr.org / July 10, 2002

Robert Fisk on my June 23 lecture

by Robert Faurisson

On June 23, at the Fourteenth Conference of our Institute for Historical Review, held in Irvine, California, I gave a lecture on: "Punishment of Germans, by IIIrd Reich Authorities, for Mistreatment of Jews during World War II".

On July 9, in *The Independent* (London), Robert Fisk published an article entitled "A strange kind of freedom", where, in passing, he mentioned "a deeply unpleasant organisation", that he called the "Institute for Historical Research" (instead of "Review"). He said: "These are the Holocaust deniers whose annual conference last month included a lecture on "death sentences imposed by German authorities against German soldiers" for killing or even mistreating Jews". He added: "Too much of this and you'd have to join the American Israel Public Affairs Committee -- AIPAC -- to restore your sanity".

Sorry for Robert Fisk but, in my lecture, I presented many occurrences of punishments, including death sentences, of German soldiers, officers, civil servants, meted out by court martial or military tribunals in Poland, Ukraine, Hungary, France,... I gave all the necessary sources or, in some cases, only references. I

especially commented upon the case, in 1942, of the mayor of Marinka (North of Rostov), a *Volksdeutsch*, along with the case, in 1944, of a first lieutenant in Budapest. Both had killed a Jewess. Both were sentenced to death and executed.

I showed that it was a general policy of the German Army (without any distinction between Wehrmacht and SS).

Of course, those who believe that Hitler or anyone in the IIIrd Reich had ordered the killing of the Jews would have some difficulty in believing what I said. But precisely, there were no such order for the killing of the Jews, no plan, no budget, and, at Wannsee (January 20, 1942), it was specified that the Jews would be released (*Freilassung*) after the war and that they would have their national home somewhere outside Europe. This was the **territorial final solution** of the Jewish Question (*territoriale Endlösung der Judenfrage*). Too often "**territorial**" is being omitted.

Already in 1979, I had mentioned those "punishments". In my lecture, I tried to answer two questions: 1/ How is it that orthodox authors, like Raul Hilberg, never treated that issue?; 2/ How is it that the revisionist authors did not treat it either although they probably knew I had mentioned the issue in my writings already in 1979. It seems that only "half revisionists" like Reginald Paget and Alfred de Zayas had mentioned some of those **facts**.

I hope my paper will be published in the January-February 2003 issue of *The Journal of Historical Review*.

10 July 2002

INDYMEDIA DANS L'INDYCACA

Le Monde

Le réseau Indymedia en proie à des dérives antisémites

L'agence alternative sur Internet répugne à contrôler des contenus qui s'enflamment. Ses sites, dans de nombreux pays, sont en butte à la difficulté de faire la part entre antisionisme et antisémitisme.

Le bras tendu, le premier ministre israélien Ariel Sharon salue un drapeau frappé d'une croix gammée flottant sur Jérusalem et profère: "Heil Israël!". Le photomontage a provoqué une tempête. Il a été publié, fin 2001, sur le site Web de la section israélienne d'Indymedia, réseau d'information alternatif -- et antimondialiste --, né à Seattle dans les manifestations contre le FMI et la Banque mondiale en 1999. Il a valu aux responsables israéliens du site une plainte déposée par le ministère israélien de la communication **pour incitation à la violence**. Les responsables locaux d'Indymedia se refusent toujours à retirer de leur site l'image incriminée, et se disent victimes de "harcèlement" de la part de leur gouvernement. Indymedia, qui compte une soixantaine de sites et bénéficie d'une audience mondiale, serait au service des idées qu'il est censé combattre, affirment, alarmistes, certains militants antimondialisation. L'un d'eux estime qu'"au nom de la liberté de penser, d'écrire et de communiquer défendue par Indymedia, ces sites sont en train de devenir les porte-voix de l'antisémitisme". Les propos des internautes ne sont ôtés du site, ont expliqué les responsables d'Indymedia Israël dans un communiqué, que lorsqu'ils relèvent "d'appels directs à la violence, de prises de position directement racistes", ou "d'informations dont on peut prouver qu'elles sont fausses". Des repères qui semblent brouillés depuis le regain de tension au Proche-Orient. Un peu partout dans le monde, les sites du réseau alternatif sont en butte à la difficulté de faire la part **entre antisionisme et antisémitisme**.

Fermeture provisoire en Suisse

La section suisse a ainsi préféré fermer provisoirement son site depuis qu'une association helvétique (Action enfants de l'holocauste) a porté plainte contre elle en février 2001, l'accusant d'avoir "reproduit la haine antisémite" en publiant des articles et des caricatures antijuifs. Si ces articles n'avaient pas été censurés, les éditeurs assurent qu'ils les avaient transférés, en les "condamnant", dans un emplacement ad hoc de leur site. "Indymedia n'est pas une plate-forme pour les fascistes et les antisémites, mais un projet ouvert pour toutes celles et tous ceux qui luttent contre l'exploitation et l'oppression, ainsi qu'un instrument contre l'information unilatérale des grands groupes de presse", se défendent les éditeurs. Ils ont néanmoins décidé de revoir leur mode de fonctionnement, en permettant à chacun des membres du groupe de "censurer un article, sans que cela doive être préalablement discuté au sein du collectif". Leurs homologues français ne semblent pas se diriger vers une pareille remise en cause. Gilles Klein, un des responsables d'Indymedia France, assure que si des messages antisémites ont été publiés, ils ont été "retirés rapidement". Cependant une recherche dans les archives du site français permettait encore ces dernières semaines de retrouver, par exemple, **des commentaires faisant l'apologie d'écrits de Roger Garaudy** pour lesquels celui-ci a été reconnu coupable [*horrible visu*] en 1998 de contestation de crime contre l'humanité, diffamation raciale et incitation à la haine raciale. Ces dérapages, certains membres du réseau français **les reconnaissent**: "Des messages antisémites virulents sont présents sur le

site depuis plusieurs mois, dans les publications et aussi très souvent dans les commentaires sur les textes qui touchent à la Palestine, à Israël et à Bush ou Sharon", explique l'une des trois personnes du collectif qui ont démissionné d'Indymedia en juin. M. Klein admet que les caricatures du dessinateur brésilien Latuff -- qui compare l'Etat Israël au régime nazi -- ont suscité un débat au sein du collectif sur **la frontière entre l'antisionisme et l'antisémitisme**. "On a décidé de laisser les dessins en précisant qu'ils n'engageaient que les opinions de leur auteur", précise M. Klein qui n'entend pas remettre en cause le système de publication ouverte qui fait l'originalité d'Indymedia. Même jusqu'au-boutisme outre-Atlantique, où on **invoque la liberté d'expression** pour s'opposer à toute forme de censure. Un principe qui avait permis la prise de contrôle de la section russe par un militant de la droite nationaliste qui, avant d'être relevé, ne faisait pas mystère de son antisémitisme.

Stéphane Foucart et Stéphane Mandard (Le Monde Interactif)
Le Monde, 9 juillet 2002.

Subject: [multitudes-infos] a propos d'Indymedia

bonjour,

pour ceux que je connais (Gilles Klein), **les animateurs d'Indy ne pas soupçonnables de négationnisme**, mais ils paient le prix de n'avoir pas su décider d'avoir **une position politique sur la question du négationnisme** : ils sont tombés dans le piège de la variante "anti-colonialiste", qui se fout bien des Palestiniens et des autres colonisés.

On ne débat pas avec les négationnistes (et ils ont beaucoup (trop) de lieux où s'exprimer) ; on peut par exemple mettre des textes anti-négationnistes en lignes, comme on l'a fait sur le serveur <<http://www.anti-rev.org/>>

Sur les dérives de la logique de l'open publishing, voir le très bon texte d'Aris et Pedro "Communiquer Gênes, communiquer après Gênes" <http://infos.samizdat.net/article.php3?id_article=163>

Les textes incriminés sont de pâles copies de l'ineptie bordighiste pseudo-marxisante et négationniste de 67 "Auschwitz ou le grand alibi", qui provoqua le départ en 70 de la quasi-totalité de la Vieille Taupe de l'époque, issue de Socialisme ou Barbarie et des luttes anti-colonialistes. Ne restèrent que Gilles Dauvé et Pierre Guillaume qui, propriétaire du titre, relança l'affaire comme officine négationniste à la fin des années 70. Un excellent papier sur le sujet : "Parcours du ressentiment" Nadine Fresco, Lignes n°2, 1988 <<http://www.anti-rev.org/textes/Fresco88a/>>

Isabelle Saint Saëns, spécialiste de la lutte antirévizo
iss@mail.ras.eu.org
Date: Thu, 11 Jul 2002 11:54:29 +0200

Salut, Zaza SS !

RÉPARATIONS ÉTERNELLES

Germany Has Paid Out More Than \$61.8 Billion in Third Reich Reparations

If Germany is paying Israel for the Third Reich, why is the US taxpayer on the hook, and why have we paid Israel MORE than Germany has?

<http://www.ihr.org/jhr/v17/v17n6p19_reparations.html>

No End in Sight

Germany Has Paid Out More Than \$61.8 Billion in Third Reich Reparations

Since 1951 Germany has paid more than 102 billion marks, about \$61.8 billion at 1998 exchange rates, in federal government reparation payments to Israel and Third Reich victims. In addition, Germans have paid out billions in private and other public funds, including about 75 million marks (\$49 million) by German firms in compensation to wartime forced laborers, the *Welt am Sonntag* newspaper reported recently. These figures are based on calculations by the German Finance Ministry, the influential paper said.

Of the total, Germany has paid out 78.4 billion marks (\$47 billion) on the basis of the 1965 Federal Restitution Law (BEG) to persons, especially Jews, who had been persecuted during the Third Reich era on the basis of race, religion, origin or ideology. While most of those who were alive during the Second World War are now dead, in recent years Germany was still paying out some 1.25 billion marks (about \$75 million) to 106,000 pensioners in Israel, the United States and other countries on the basis of the 1965 Restitution Law.

A substantial portion of Germany's reparations payments have been to the "Jewish Claims Conference" for Jews who had persecuted by the Third Reich. Recipients include former forced laborers and concentration camp internees, as well as individuals deprived of rights or property under the Nazis. Based in New York City, the Jewish Claims Conference (JCC) has operated for decades as a kind of supra-national governmental agency for Jews around the world.

Between 1992 and July 1998, the German federal government paid out 1.1 billion marks (about \$647 million) to the JCC. During the first half of 1998, it made available 378 million marks (about \$222 million) to the JCC in special one-time restitution payments for Jews who had persecuted by the Third Reich, according to a German government report issued on September 29, 1998. The JCC distributed up to 5,000 marks each to individual claimants.

In recent years Germany has paid out nearly 1.8 billion marks on the basis of special bilateral agreements concluded in 1991 and 1993 with Poland and three successor states of the former Soviet Union -- the Russian Federation, Ukraine and Belarus (White Russia) -- even though in 1953 Poland and the Soviet Union each renounced any further reparations payments from Germany.

Because there's no sign that German reparations payments will stop anytime soon, the *Welt am Sonntag* wonders if they might be "bottomless." In coming years, Finance Ministry specialists estimate, Germany will pay out an additional 24 billion marks (about \$14.4 billion at a recent exchange rate) in Third Reich reparations.

(Sources: J. Kummer, "Wird die Wiedergutmachung ein Fass ohne Boden?" *Welt am Sonntag*, Oct. 4, 1998, p. 54; Reuters' dispatch, Bonn, Oct. 3, 1998; *The Week in Germany*, published by the German Information Center in New York, Oct. 2, 1998; Focus on "German Restitution for National Socialist Crimes," May 1995 special report by the German Information Center; "Milliardenloch Wiedergutmachung," *D. National-Zeitung* [Munich], Nov. 20, 1998, p. 7. See also: "West Germany's Holocaust Payoff to Israel and World Jewry," in the Summer 1988 *Journal of Historical Review*, pp. 243-250.)

UN GRAVE PROBLÈME

Gay Children of Nazi Holocaust Survivors

From: leonard molczadski <lmolczadski@yahoo.com>

It has been well documented in the literature that Jewish heterosexual children of Nazi Holocaust survivors experience issues in their lives which are, in many instances, a direct result of the WWII experiences of their parents. Leonard Molczadski, a social worker, will be researching the issues Jewish **GLBT** or non-heterosexual children of Nazi Holocaust survivors experience as part of his Master of Social Work degree studies in the coming year. He is interested in literature pertaining to this population. As well, he welcomes the opportunity to speak with members of this marginalized group, specifically, to learn what issues, if any, they have experienced and/or continue to experience in their lives and how they cope. Leonard can be reached either by tel: (416) 650-3694 or e-mail: <lmolczadski@yahoo.com>. Confidentiality is assured.

ETAT POLICIER
Polizei

Bürger und Polizei gemeinsam gegen Rechtstextremismus

Rechtstextremismus ist ein bedeutendes Problem unserer Gesellschaft, vor dem niemand die Augen verschließen darf. Besonders Jugendliche lassen sich durch vielfältige Propagandamittel oft leicht beeinflussen -- sie verkennen dabei, dass Rechtstextremismus direkt ins gesellschaftliche Abseits führt. Eine rechtzeitige Vorbeugung ist deshalb ebenso wichtig wie das Aufzeigen von Möglichkeiten, wie betroffene Jugendliche, Bürgerinnen und Bürger den Weg **zurück in die Mitte** der Gesellschaft finden. Rechtstextremismus hat viele Gesichter: Von Hakenkreuzschmierereien, umgestürzten Grabsteinen, fremdenfeindlichen Witzen bis hin zu Übergriffen auf Ausländer, **Leugnung des Völkermordes**, Aufmärschen oder dem Zeigen von NS-Abzeichen und NS-Aufnähern. Rechtsextreme Gewalt richtet sich insbesondere gegen Menschen mit ausländischem Aussehen, Menschen jüdischen Glaubens oder in Einzelfällen gegen politisch Andersdenkende oder sozialschwache Opfer, z. B. Obdachlose.

"La force de l'extrême-droite est dirigée tout particulièrement contre les personnes d'apparence étrangère, des personnes de croyance juive ou, dans des cas particuliers, contre des personnes d'une autre orientation politique ou des éléments socialement faible sans abri. **[Mais apparemment pas contre des personnes d'apparence juive, ou de croyances étrangères, ou socialement forts. C'est rassurant]**

<<http://www.polizei.bayern.de>> C'est sans doute le patron de cette police bavaroise qui va devenir chancelier !

UN PETIT DIFFAMATEUR

Lettre envoyée en droit de réponse au journal *Le Monde*, qui s'est contenté, de façon illégale, d'en extraire quelques bouts de phrase. Pour les lecteurs du *Monde*, à qui la rédaction cache trop de choses, en voici le texte complet.

le 19 Juin 2002

Monsieur Xavier Ternisien, Journal "Le Monde"

Cher Monsieur,

Votre article intitulé "Un pamphlet antisémite circule dans les milieux propalestiniens radicaux" paru le jeudi 13 juin et dans lequel mon nom est cité, appelle de ma part quelques remarques.

Vous y qualifiez un petit opuscule intitulé "Le Manifeste (judéo-nazi) d'Ariel Sharon" de "pamphlet antisémite". Or, ce texte est la reprise exacte d'une interview donnée à M. Amos Oz, parue dans le journal israélien *Davar* du 17 décembre 1982, puis reprise dans le livre *Les Voix d'Israël* édité par Calmann-Levy à Paris, en 1983. Il s'inscrivait dans le débat sur la responsabilité d'Ariel Sharon et de Tsahal dans les massacres de Sabra et Chatila. Ce manifeste n'a jamais été, jusqu'à aujourd'hui, désigné comme antisémite, ni poursuivi, ni interdit à la diffusion.

Nous avons donc simplement repris un texte circulant largement et qui a toujours été prêté à M. Ariel Sharon... jusqu'à la désignation de ce dernier comme Premier Ministre. Quand on le lit on voit bien que ce sont les propos de l'interviewé qui doivent être considérés comme antisémites. Mais voilà que, si l'on vous suit, ce sont ceux et celles qui diffusent ce texte, justement en le critiquant, pour le porter à la connaissance d'un plus large nombre, qui deviendraient des antisémites alors que ce sont des militant.e.s antiracistes connu.e.s pour leur continuel combat anticolonialiste, le droit des peuples et la citoyenneté pour les immigrés et les sans papiers.

Et si Monsieur T. n'est pas l'actuel dirigeant de l'Etat sioniste, pourquoi ne l'a-t-il jamais démenti ?

Mais le fond du débat n'est pas là. Il est bien dans la distinction que depuis plusieurs années ces militant.e.s, pour beaucoup issus de la gauche et de l'extrême-gauche, veulent faire, en particulier dans les médias et l'espace politique, entre antisémitisme et antisionisme. Pourquoi, ne peut-on ici, en France, dans le cadre républicain, librement critiquer l'Etat juif créé en 1947 sur la spoliation du peuple palestinien, sans pour autant être régulièrement accusé d'attaquer la communauté juive dans son ensemble? Le journal *Le Monde* dans ses pages "idées" et ses tribunes libres nous semblait reprendre ce débat important en rendant compte des positions des uns et des autres. Nous avons été particulièrement sensibles aux contributions d'Eyan Sivan ou de Rony Brauman sur les mécanismes de l'idéologie sioniste. Or, nous lisons aujourd'hui un article de la rédaction qui peut être compris comme une défense de Sharon et de ses thèses qu'il met en oeuvre en expulsant les cadres palestiniens de leur terre ancestrale dans le même numéro où paraît à la une une tribune libre du premier ministre israélien justifiant sa politique!

Que les sionistes nous accusent d'antisémitisme est de bonne guerre car quand on veut tuer son chien on l'accuse de la rage, mais nous pensions que le journal *Le Monde* se plaçait sur un niveau plus élevé.

Enfin, c'est une contre-vérité manifeste de me présenter comme liée à la "droite radicale". Mon itinéraire militant témoigne pour moi et si j'ai signé l'appel "non à la guerre", au moment où les bombes tombaient sur les peuples serbes et kosovars, c'est parce que je suis restée profondément écologiste et pacifiste et que je n'accepterai jamais qu'on puisse imposer un modèle de société à coup de bombes, surtout à uranium appauvri. D'ailleurs nombre de gens de gauche, y compris dans la mouvance communiste, ont aussi maintenu leurs signatures sur cet appel, exprimant ainsi leur distance avec le social-libéralisme allié des USA.

J'ai grandi sous les bombes en Alsace; j'ai vu leurs effets en Irak; je suis fière de compter parmi celles qui dénoncent cette forme de barbarie! Mais apparemment les populations bombardées vous dérangent moins que les signatures de ceux et celles qui s'y opposent.

Avec mes sincères salutations

Ginette Skandrani, Présidente de la Pierre et l'Olivier, Co-fondatrice des Verts

PAN SUR LE BEC

Mermet relaxé, une claque pour les bras judiciaires des édomites en France

Le 12 juillet le tribunal correctionnel de Paris a relaxé le journaliste Daniel Mermet de l'accusation d'incitation à la haine raciale pour avoir diffusé les propos de certains auditeurs de radio qui condamnent

sèverement le comportement des Israéliens envers les Palestiniens. Les bras judiciaires des édomites français (j'appelle édomites les faux juifs camouflés sous les signes extérieurs d'une religion), l'union des étudiants juifs de France (UEJF), Avocats sans frontières et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), tous camouflés sous un objectif humanitaire sauf l'UEJF qui montre son drapeau, vont faire appel. Avec un tribunal de première instance, ces gens n'ont de loin pas épuisé leurs ressources. Il y aura maintenant intervention du bras politique, du CRIF, du bras mass media et du réseau. Et plus on monte dans la hiérarchie judiciaire, plus ces autres bras seront puissants, car plus les magistrats ressemblent aux démocrates qui les promeuvent, donc plus ils seront faibles, flemmards, corrompus et stupides (dans l'affaire appelée par la presse "le procès de l'université Marc Bloch", ce sont les magistrats de la cour de cassation qui ont de loin dépassé toutes les instances dites inférieures dans le mépris du droit).

L'article du *Monde* informant de la relaxe du journaliste est très discret. On parle simplement du tribunal correctionnel de Paris, la chambre relaxante n'a plus de numéro et le président plus de nom. Cela pourrait faire du tort à tout ce monde-là. Et même au *Monde* d'avoir publié cette défaite.

Ce qui était intéressant dans cette affaire est l'apparition du philosophe Finkelkraut comme témoin à charge, arguant que critiquer le comportement du gouvernement israélien -- en train d'inventer une nouvelle forme, subtile, de génocide envers les Palestiniens -- était un comportement antisémite. Un parfait sophisme ou faux raisonnement. Heidegger avait une fois dit qu'un chrétien ne pouvait pas faire un vrai philosophe, les chrétiens s'arrêtant trop tôt de poser des questions. On pourrait maintenant ajouter qu'un juif aussi ne peut pas faire un vrai philosophe. Même un juif laïque. Car il est trop atteint d'une sorte de paranoïa qu'on pourrait appeler tribale. Dans une interview du *Monde*, du 15 avril, je crois, Michel Warschawski avait dit qu'il se sentait chez lui en Israël; bien que cette présence soit le résultat d'une purification ethnique grave, avec destruction de près de 400 villages, avec églises, mosquées et cimetières, au bulldozer; mais Michel Warschawski s'est pour ainsi dire jugé lui-même en disant que "Le tribalisme nous aspire tout le temps, c'est là le grand piège". Un piège auquel n'a pas échappé Finkelkraut. Philosophe par diplôme, par emploi et par fiche de salaire et dans sa tribu. Mais pas philosophe parmi les philosophes. Pour être un vrai philosophe, c'est à dire un chercheur de vérité, il faut avoir jeté par-dessus bord une grande partie de son patrimoine initial, tout ce qui est faux en lui-même. Et surtout ne pas l'étaler en public et s'en enorgueillir pour plaire à d'autres cultivateurs de faux, notamment des édomites, faux juifs.

Manfred-C. Stricker

LE COUP DE L'ÉTOILE

"Ce groupuscule néonazi entretenait alors des liens étroits avec les skinheads en participant, notamment, à la rédaction de *Rebelle blanc*, un fanzine relayant régulièrement l'écho des thèses négationnistes. Le chef de file de ce courant, qui conteste la réalité de l'holocauste des juifs d'Europe par les nazis, Robert Faurisson, s'y exprimait régulièrement.

Le Monde, 15 juillet.

Voilà une information qui est à 100% nouvelle pour nous. Nous n'avions jamais entendu parler de ce "fanzine". D'ailleurs, personne n'est responsable du fait que d'autres copient ce qui a été écrit et publié. Robert Faurisson n'a évidemment jamais donné de contribution à ce ou ces "fanzines". Les journalistes du *Monde* ne peuvent pas l'ignorer et pratiquent ici le mensonge délibéré. Malgré tous les baratins sur la notion, particulièrement abusive, de la "propriété intellectuelle" (si on a une "propriété intellectuelle", il faut la garder précieusement et ne pas la publier. Est-ce que les gens qui ont une "propriété monétaire" mettraient leur pognon sur le rebord de la fenêtre pour que tout le monde le voie ? L'acte de publier aboutit forcément à une **mise en commun** du résultat de la cogitation et de l'écriture. *Le Monde* se venge bassement des critiques que R. Faurisson adresse régulièrement à ce canard véreux.

Si on veut voir un rapport policier sur les Skinheads, où est mentionné ce "fanzine," voir

<<http://www.wassos.utc.fr/~plaidier/calimero/19/skins.html>>

Nous n'en garantissons nullement l'exactitude. "D'autre part, ce milieu est très surveillé par la police", écrit l'auteur. Alors cherchez pas trop loin. La pomme tombe toujours au pied de l'arbre.

QUE FAISAIT GAYSSOT PENDANT LA GUERRE ?

"Cela dit, le premier amendement de la constitution américaine est une chose admirable héritée de Voltaire (financier véreux) et qui fait de ce pays un pays révolutionnaire. Pas de loi Gayssot là-bas et pas de Gayssot non plus, ils furent tous éliminés par Mac Carthy. Gayssot, go home. Si je savais l'écrire en russe, je l'écrirais en russe."

Jean-Pierre Voyer, ex-pro-anti-para-crypto situationniste, dans un texte qui mérite d'être lu et qui dit que "L'attaque de New York est une simple discussion philosophique."

<<http://perso.wanadoo.fr/leuven/dire.htm>>

Il a aussi un texte intitulé AAArg, qui n'a rien à voir avec nous. C'est un extrait de la presse spécialisée sur la déconfiture de la société de cinéma du bandit nommé Gérard Lebovici, ami de Guy Debord et victime d'un règlement de compte comme il arrive entre bandits. Ensuite, on voit qu'une succession de bandis, juifs aussi, ont coulé la société de films. On s'en fout énormément et il faut débordiser sérieux pour y accorder un instant d'attention
<<http://perso.club-internet.fr/leuven/257.htm>>

A l'opposé du spectre politique, Gilbert Comte, introduisant des fragments de son journal, *Notes sur un temps rompu, I, 1981-1982*, Le Labyrinthe, 2002, dit ceci (p. 7-8):

"Dans une capitulation morale sans exemple depuis deux siècles, dont nos cadets s'étonneront un jour, l'actuel ministre communiste des Transports, M. Jean-Claude Gayssot, contrôle aussi la circulation des idées avec une loi naguère votée à son initiative, afin de soumettre maintes interprétations de la seconde guerre mondiale à des règles judiciaires. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un système voulu par les vainqueurs. En raison, de son âge, M. Gayssot n'a jamais combattu un seul allemand de sa personne. Plutôt une intimidation vague, permanente, sanctionnée très sévèrement par les tribunaux.. [...] Le contrôle administratif du passé implique des moeurs de République bananière. [...] Parmi les journalistes, penseurs ou écrivains en vogue, cet arbitraire ne suscite jusqu'à présent aucune protestation collective, ni même de résistances individuelles honorables, à peu d'exceptions près. L'auteur a donc procédé aux coupures; autocensures nécessaires pour ne pas s'asseoir devant la XVIIe Chambre correctionnelle, sous les yeux du si spirituel président Monfort. Au régime de la liberté partielle, répondons par une sincérité conditionnelle. **Toujours au chaud, à couvert, le grand peuple des lâches ne se porte jamais au secours de la franchise.** Le lecteur initié complètera de lui-même."

Ceci étant dit, aux lâches qui viennent nous confesser leurs petites lâchetés, nous donnons volontiers l'absolution. Notre confessionnal est vaste et grand ouvert. Nous savons encore mieux qu'eux ce qu'il en coûte de transgresser la loi des maîtres du temps. Mais tous les temps ont une fin.

L'UNITÉ RADICALE DES POLICIERS

Fichage, écoutes et interceptions : Raffarin rime avec Jospin

Analyse de Meryem Marzouki pour IRIS - 16 juillet 2002
<webmestre@iris.sgdg.org>

Le gouvernement a présenté le 10 juillet 2002 son projet de loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (LOPSI), et l'a déposé le lendemain à l'Assemblée nationale, en déclarant la procédure d'urgence. Voilà donc une affaire qui s'annonce d'emblée rondement menée, avec une première discussion en séance publique prévue pour les 16 et 17 juillet. Le pragmatisme du nouveau Premier ministre et de son gouvernement sont à l'oeuvre.

C'est en effet le pragmatisme et l'efficacité qui sont mis en avant dans la LOPSI et dans l'exposé des motifs qui l'accompagne. Il s'agit de "renforcer l'efficacité des investigations policières", de "faciliter le travail des enquêteurs" et d'"améliorer le taux d'élucidation des enquêtes", tous objectifs de simple bon sens à première vue. A y regarder de plus près, cependant, on commence à éprouver quelques inquiétudes, tant apparaissent importants les "nouveaux moyens juridiques qui seront proposés au Parlement ou adoptés par décret afin de donner aux forces de sécurité intérieure les moyens de lutter plus efficacement contre la délinquance: nouveaux pouvoirs d'intervention et de recherche de preuves, accès réciproque aux fichiers de la gendarmerie nationale et de la police nationale, amélioration de la protection des témoins et victimes, adaptation de certaines sanctions à l'évolution de la délinquance". Le texte de la LOPSI ôte les derniers doutes éventuels: **la sécurité est non seulement la première des libertés, mais il apparaît de surcroît qu'elle risque bien de devenir la seule.**

La LOPSI, atteinte gravissime aux droits et aux libertés

Outre qu'il prévoit d'adopter par simple décret certaines mesures limitant les libertés des citoyens, le gouvernement entend en effet supprimer une étape "paralysant" les enquêtes judiciaires. La LOPSI se propose donc d'élaborer "un texte permettant aux officiers de police judiciaire, agissant dans le cadre d'une enquête judiciaire, sur autorisation d'un magistrat, **d'accéder directement** à des fichiers informatiques et de saisir à distance par la voie télématique ou informatique, **les renseignements qui paraîtraient nécessaires** à la manifestation de la vérité". Le but est de surmonter "l'incapacité des institutions publiques ou privées (établissements financiers, opérateur de téléphonie, administrations...) à répondre dans des délais raisonnables aux réquisitions effectuées par les officiers de police judiciaire à la

demande de l'autorité judiciaire". Cette incapacité est justifiée, selon la LOPSI, par "la difficulté d'extraire, de traiter et de faire parvenir les renseignements demandés au service de police ou de gendarmerie requérant". Justifiée aussi sans doute -- bien que cela ne soit pas évoqué -- par les déclarations publiques des opérateurs de télécommunications et des fournisseurs d'accès à Internet qui ne souhaitent pas assumer le coût très important de ces recherches (de l'ordre de 300 Euros par requête, selon les chiffres avancés par différents fournisseurs d'accès européens, au rythme d'une moyenne de 500 requêtes mensuelles), d'autant qu'en pratique ils voient assez peu arriver les dédommagements financiers. Avec une telle décision, le gouvernement français franchit d'un pas décisif le seul garde-fou qui demeurait jusqu'ici, malgré l'adoption de la loi sur la sécurité quotidienne (LSQ) en France et celle de la nouvelle Directive européenne sur la protection des données dans le secteur des télécommunications: le passage obligé par une réquisition adressée à un opérateur de télécommunications. Bien que faible rempart contre les atteintes aux droits et libertés des citoyens, cette étape permet néanmoins une certaine visibilité du nombre de demandes d'accès aux données personnelles conservées, de leur teneur et de la finalité de l'enquête (renseignement ou poursuites). Elle permet également une vérification, que l'on espère scrupuleuse, de la légalité de la requête adressée à l'opérateur, tenu par le secret professionnel vis-à-vis de tout autre que l'autorité judiciaire. Par son coût financier, mais également pour des questions d'image commerciale de l'opérateur, cette étape peut constituer un certain frein à l'appétit de renseignement. Enfin, la nécessité de présenter une commission rogatoire oblige au respect de la procédure d'instruction, permet son contrôle et des recours éventuels. En supprimant cette étape, loin de constituer de simples aménagements techniques pour une meilleure efficacité, **la LOPSI représente une atteinte gravissime aux droits, aux libertés et à la démocratie.**

Les données en accès direct par la police

Depuis son adoption sous le gouvernement Jospin, à la quasi-unanimité des parlementaires de droite comme de gauche, la LSQ permet de conserver jusqu'à un an l'ensemble des traces que l'on peut laisser sur Internet. **Ces traces permettent de savoir non seulement qui écrit à qui et qui consulte quoi sur Internet, mais également à quelle fréquence.** Ces données peuvent être mises en relation avec d'autres activités, hors Internet, fournies grâce à l'examen de bases de données existantes. Elles permettent d'établir les connexions ou affinités entre les personnes, les groupes et les activités, même les plus anodines. Le grand public est en droit de savoir que cela ne concerne pas seulement des enquêtes approfondies dans le cadre d'une instruction judiciaire, suite à la commission d'un crime ou d'une infraction grave. **Non, il s'agit bien, depuis la LSQ, de conserver systématiquement, à des fins exploratoires, les données concernant chaque utilisateur d'Internet : vous et moi, citoyens sans histoires mais désormais avec historique.**

Qui va contrôler et rendre compte de ces accès directs aux données conservées par les opérateurs ? Qui va s'assurer que des "dommages collatéraux" ne se produisent pas, comme on en a constaté avec des consultations abusives du STIC (Système de traitement des infractions constatées, fichier de police judiciaire) par des personnes non autorisées ? On notera d'ailleurs que dès le mois suivant l'adoption de la LSQ, les dégâts ont été amplifiés par la loi de finances rectificatives pour 2001. Cette loi étend en effet aux agents de l'administration fiscale la possibilité d'accès aux données conservées. Qui peut assurer que la LOPSI ne sera pas à son tour étendue, par exemple par la conservation de toutes les données dans une unique base centralisée, pour une "efficacité" encore accrue ?

L'Europe laissera-t-elle faire ?

Plus il y a d'informations conservées, plus leur accès est facilité, et plus les tentations sont grandes. La LSQ a été en novembre 2001 la porte ouverte par le gouvernement **Jospin** sur nos vies, dans ce qu'elles peuvent avoir de plus intime. Elle permet au gouvernement **Raffarin** de s'y engouffrer grâce à la LOPSI en juillet 2002. Entre les deux, la Directive européenne sur la protection des données personnelles dans le secteur des télécommunications a été votée au Parlement européen le 30 mai 2002, puis adoptée par le Conseil des ministres européens le 17 juin 2002. **Ce vote, qui consacre le principe de la surveillance généralisée des citoyens européens**, a eu lieu à la suite d'un "compromis" avec la position des gouvernements de l'Union, voté tant par les groupes conservateur que socialiste (députés français inclus). La Commission européenne s'est finalement rendue à la position des gouvernements, se réfugiant derrière la possibilité qu'elle aurait effectivement les moyens de soumettre un rapport sur l'incidence de la Directive dans les Etats membres.

La Commission a-t-elle seulement les moyens de connaître en temps opportun et dans le détail les mesures adoptées dans les pays de l'Union ? Dans les faits, elle dépend du bon vouloir des gouvernements pour obtenir ces informations. A supposer qu'elle en dispose, aura-t-elle le courage politique de poursuivre un Etat devant la Cour de Justice des Communautés européennes pour des questions ne touchant pas au libéralisme économique, mais au respect des droits et des libertés des citoyens ? L'association IRIS (Imaginons un réseau Internet solidaire) a déposé plainte contre la France

après des services de la Commission pour infraction de l'Article 29 de la LSQ à la législation européenne en vigueur lors de l'adoption de cette loi. La lenteur inhabituelle de l'instruction de cette plainte, les informations sur la "sensibilité politique du dossier" et sur les "débats au sein de la Commission" introduisent le doute au sujet de la volonté et des capacités réelles de la Commission. Un doute qui ne demande qu'à être levé.

Liens utiles :

- LOPSI :

<<http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/securite-interieure.asp>>

- LSQ : <<http://www.iris.sgdg.org/actions/loi-sec>>

Jospin, Raffarin, petits patelins, même tapin, instituent la dictature, le cabinet noir, le règne de "1984" et des télécrans. Ces bourrins tuent la France, sa pensée, sa culture, sa volonté de vivre pour la mettre sous l'étouffoir de leur bêtise et du profit. Il faut s'en débarrasser, vite.

TOUJOURS CE GOÛT DE L'EXCRÉMENT

Au courrier:

"Joseph HAIM" <johaim@noos.fr>

To : <aaarghinternational@hotmail.com>

Date : Sun, 14 Jul 2002 11:27:15 +0200

Attachment : JosephHAIM.vcf (126b)

Aux fous aux fous aux fous au secours.

Mishiguenés timbrés fêlés

Vous faites une belle bande d'ordures ,la merde est le résultat de la digestion. Vous en avez la couleur et l'odeur mais vous êtes en plus indigestes. Pétaïnistes, Stalinistes, Hitlérismes, Arafatistes, AFPistes, France-intégristes, despotes, tyrans, bourreaux = même combat le votre.

Il nous envoie aussi un attachement piqué de virus. Comme nous ne les ouvrons pas...

SOLDATS JUIFS

In 1940, unteroffizier Dieter Bergmann wrote to his Jewish grandmother, Elly Landsberg née Mockrauer: Don't you realize how much I'm with my whole being rooted in Germany. My life would be very sad without my homeland, without the wonderful German art, without the belief in Germany's powerful past and the powerful future that awaits Germany. Do you think that I can tear that all out of my heart?... Don't I also have an obligation to my parents, to my brother who showed his love to our Fatherland by dying a hero's death on the [battlefield]?

Bergmann wrote this letter in defense of his grandmother attacking him for being a "Nazi." He had passionately performed his military duty and felt loyal to Germany. His grandmother felt scared for his future and believed Bergmann was not living in reality. However, Bergmann hoped that his army service and behavior would prove his Germanness: "Someday, I want to be a German amongst Germans and no longer a second-class citizen only because my wonderful mother is Jewish." The Mischlinge's tragedy was that they could not accept that they were no longer 100 percent German. For Hitler, they were separate from the Volk. However, they believed that they were and would remain German regardless of what Hitler said or did. This conviction explains why most remained in Germany during the increasing severity of Nazi laws beginning in 1933, and then subsequent to the end of the war, in 1945. . .

Some tried to change their racial status by denying their Jewish relatives... Field Marshal and State Secretary of Aviation Erhard Alfred Richard Oskar Milch's "Aryanization" was the most famous case of a Mischling falsifying a father. In 1933, Frau Clara Milch went to her son-in-law, Fritz Heinrich Hermann, police president of Hagen and later SS general, and gave him an affidavit stating that her deceased uncle, Carl Braüer, rather than her Jewish husband, Anton Milch, had fathered her six children. After SA Colonel Theo Croneiss denounced Milch to Göring, Göring took Milch's mother's affidavit to Hitler. In 1935, Hitler accepted the mother's testimony and instructed Göring to have Dr. Kurt Meyer, head of the Reich Office for Genealogy Research, complete the paperwork. On 7 August 1935, Göring wrote Meyer to change Milch's father in his documents and issue him papers certifying his pure Aryan descent. After the war, according to one of Göring's interrogators, John E. Dolibois, Göring was proud that he had helped "the half-Jew Milch" remain in "his Luftwaffe." ... Milch became a powerful field marshal, who according to historian James Corum, "ran the Luftwaffe and was its most powerful figure per personnel and planning issues, production, and even strategy." In addition, Milch had close contact with many of the Nazi elite, entertaining the likes of Himmler, Goebbels, Hess, and Blomberg at his home. Milch's mother sacrificed her reputation as well as her husband's to protect her children. Without her lie, Milch might have lost his career and, along with it, his ability to protect his youngest daughter,

Helga, who had Down syndrome, from Hitler's euthanasia program. Moreover, Milch's mother's affidavit allowed her daughter to remain married to her husband, an SS general. Milch's mother's actions typified how thousands of non Aryan mothers attempted, some successfully, most unsuccessfully, to erase their children's racial stigma.

Excerpt from Hitler's Jewish Soldiers: The Untold Story of Nazi Racial Laws and Men of Jewish Descent in the German Military by Bryan Mark Rigg is used with permission. 2002 by the University Press of Kansas.

TARTARINIAN DE TARASS-CONNERIE

"Armenweb est le site de plusieurs internautes d'origine arménienne. A vocation essentiellement informative, ce site est le résultat de la cyber rencontre entre plusieurs internautes, une réponse à la déferlante des sites négationnistes et **révisionnistes**. Le besoin de ces internautes a été motivé par le souhait d'apporter des éléments tant historiques que rhétoriques à toutes les personnes qui seraient **tentées de tomber dans la négation du génocide** des Arméniens de 1915. A travers de nombreux documents, extraits d'ouvrage comme celui d'Yves Ternon [*le chirurgien fou ! non, pitié, pas lui...*] ou des archives britanniques, interventions de chercheurs du CRDA, témoignages de diplomates... c'est toute une base documentaire et un argumentaire qui sont mis en ligne. La base de ce site précise : "la réalité du génocide des Arméniens par la Turquie est un élément sur lequel on ne revient pas. [*On voit tout de suite comment s'ouvre la discussion*] Cela n'empêche pas pour autant d'apporter de nombreux éclaircissement sur les causes du génocide". ... De nombreuses contributions d'historiens et de chercheurs sont à venir pour enrichir ce site qui a vocation à devenir la référence de la **cyber lutte anti-négationnisme**.

<www.armenweb.org/negationnisme/index.htm>

On a l'impression que le site ne fonctionne pas, mais ce peut être passager. Il faut sans doute des "javas" très avancés...

IRVING VEUT PAS SE FAIRE MAL VOIR

"I have spent five years trying to establish my Cincinnatti function, at great personal expense, as a serious platform for history debate. I cannot have this work jeopardised. To have it turned into a **platform for anti-Zionist rhetoric** would defeat that purpose. There are proper locations elsewhere for that sort of thing."

Email à "Salavador astucia", auteur d'un enième livre qui explique l'assassinat de Kennedy. Irving l'avait invité à en parler à ses conférences de Cincinnatti, et puis il a flairé l'antisionisme et il a "désinvité" Salvador Astucia, en lui disant qu'il ne voulait pas que ça torpille son entreprise historique "sérieuse". Où va se nicher le sérieux ? Salvador raconte toute l'affaire avec les documents y afférents. Voir

<http://www.jfkmontreal.com/d_irving_emails.htm>

Son livre s'intitule *Opium Lords: Israel, the Golden Triangle, and the Kennedy Assassination*. Il est disponible en ligne à:

<<http://www.jfkmontreal.com/toc.htm>>

ou on le commande à:

Dsharpwriter, P.O. Box 4000, Gaithersburg, MD. 20885-4000, USA.

Write "Opium Lords" on the check or money order along with your return address; 34 \$.

Voyez comment il explique que l'ordonnateur du meurtre de Kennedy était, selon lui, Nahoum Goldman:

<<http://www.jfkmontreal.com/goldmann.htm>>

Avouons que nous n'avons pas lu le livre. Il ne figure certainement pas très haut dans la pile de livres en attente.

DES JUIFS CONTRE LA PUBLICITÉ

Le CSW réclame la modification ou la suppression de la campagne publicitaire de Daimler/Chrysler

Le Centre Simplet Wiesenthal demande à Daimler/Chrysler de modifier ou de supprimer sa nouvelle campagne publicitaire qui doit être diffusée à la télévision américaine dans les prochains jours.

Dans une lettre de protestation adressée au Dr. Dieter Zetsche, président-directeur exécutif du groupe Chrysler, le rabbin Abraham Cooper, doyen associé de ce Centre, écrit: "Dans la première annonce, Albert Einstein est présenté comme Allemand. S'il est exact que le Dr. Einstein est bien né en Allemagne, il a été obligé de fuir ce pays lorsqu'Adolf Hitler est arrivé au pouvoir. La seconde annonce fait état de "la compétence scientifique allemande en matière de fusées". S'il est exact que les Etats-Unis utilisèrent la compétence de savants allemands dans la réalisation des programmes aérospatiaux lors de la Guerre froide, il est également exact que ces savants ont mis au point et construit "la science allemande en matière de fusées" au service du IIIe Reich au cours de la seconde guerre mondiale en utilisant et en faisant mourir sans pitié les travailleurs de force. Les fusées de série V qu'ils construisirent furent utilisées comme armes de terreur contre des cibles civiles en Angleterre. La troisième annonce invoque le fait que ce furent les Allemands qui construisirent la première autoroute. C'est là un fait historique incontestable. La personne qui ordonna la construction de cette autoroute et qui l'inaugura fièrement était Adolf Hitler."

"Dr. Zetsche, quelle que soit la motivation derrière ces annonces, elles servent, individuellement et collectivement, à laver le régime nazi de son histoire et de sa criminalité", continue A. Cooper. "Ce qui est particulièrement dangereux c'est l'impact qu'elles pourraient avoir sur les survivants de l'Holocauste qui ont trimé dans ces installations de fusées V2 et qui ont vu les leurs souffrir et périr", ajoute-t-il.

Si on voulait illustrer le terme "schutzpah" (insolence), on n'aurait qu'à citer ce texte.

LAVAGE EN GRAND

Reuters, Washington, 14 juillet 2002. Voilà 14 ans que Lisa Armstrong enseigne la littérature holocaustique aux élèves du collège Saint-Thomas-d'Aquin, école libre catholique d'Overland Park dans le Kansas.

Dans cet Etat, peu de juifs, et, dans l'école, aucun. Mais elle pense néanmoins qu'il est important d'enseigner l'extermination nazie de six millions de juifs durant la seconde guerre mondiale. "Nous avons une section holocaustique pour tous nos étudiants de première année (14-15 ans) et je propose aussi un cours facultatif d'un semestre sur la littérature holocaustique pour les plus âgés (17-18 ans)", dit-elle.

Ces dernières années, l'Holocauste s'est insensiblement introduit au coeur des programmes scolaires des Américains, dans certains Etats on commence dès la première enfance et on poursuit jusqu'au collège. Les cours d'Holocauste sont obligatoires dans les écoles publiques de six Etats -- le New Jersey, la Californie, la Floride, le Massachusetts, l'Illinois et New York -- et fortement recommandés dans dix autres Etats.

Mais le sujet est abordé sous une forme ou sous une autre dans pratiquement toutes les écoles du premier cycle et tous les collèges, soit dans le programme d'histoire, soit dans celui de littérature ou de sciences sociales, soit dans les trois à la fois.

Il y a une dizaine d'années, aux Etats-Unis, on comptait moins de 50 organismes impliqués dans l'enseignement de l'Holocauste. Aujourd'hui on en compte plus de 125, y compris les commissions d'Etat, les programmes nationaux de formation pédagogique et les centres de documentation de 32 Etats, et six grands musées.

"Il y a des milliers d'enseignants impliqués dans des programmes de préparation à cet enseignement ou qui enseignent l'Holocauste dans des classes un peu partout dans le pays. Dans les dix années qui viennent, le chiffre va augmenter sensiblement", dit William Shulman, président de l'Association des organismes holocaustiques, aux Etats-Unis.

Un immense intérêt

Cette semaine, 180 enseignants se sont réunis à l'Holocaust Memorial Museum de Washington pour suivre un cours de trois journées sur la façon d'enseigner le sujet. Ils provenaient de villes comme Trussville, dans l'Alabama; de Pineville, dans le Kentucky; et d'Altus, dans l'Oklahoma; ainsi que de grandes écoles de ville ou de banlieue.

"Dans mon école nous avons passé six semaines sur le sujet", affirme Lori Jensen, qui couvre la totalité de la section sciences sociales de l'unique collège de Ryegate, dans le Montana, lequel réunit 40 élèves. "Les enfants sont très intéressés, **surtout quand ils apprennent que les Etats-Unis n'ont rien fait pour aider les juifs** d'Europe. Quand ils entendent ça, ça les met vraiment en colère", dit-elle.

C'est une réaction constatée par tous les enseignants -- à savoir que les élèves que l'histoire ou la littérature ennui souvent ou laissent insensibles deviennent tout d'un coup **très intéressés quand il s'agit de l'Holocauste**. C'est devenu une manière pour les enseignants de percer la coquille de l'indifférence des adolescents.

L. Armstrong déclare que ses étudiants ont fortement réagi aux mémoires d'Elie Wiesel, *La Nuit*, sur les expériences qu'il a vécues, enfant, dans les ghettos et dans les camps de concentration -- plus qu'à aucun autre livre qu'elle leur a donné.

"Ils reviennent le lendemain en disant qu'ils se sont couchés tard parce qu'ils ont voulu lire le livre jusqu'à la fin. Ce n'est pas très courant chez les élèves et beaucoup d'entre eux sont incités à lire d'autres livres de Wiesel ou d'autres auteurs", dit-elle.

Un sujet abordé de bonne heure

Lisa Coia, qui enseigne l'histoire au collège de Pitman, dans le New Jersey, déclare que le sujet est abordé dans cet Etat dès l'âge de 6 ans au moyen de discussions sur des problèmes comme la brutalité et la nécessité d'être tolérant.

"Quand ils arrivent à ma classe, les enfants sont sans aucun doute prêts à apprendre. Ils écoutent parler des survivants de l'Holocauste et ils visitent le musée. Nous essayons aussi de relier l'Holocauste à des choses qui se passent aujourd'hui dans le monde. J'ai des réactions d'étudiants dont beaucoup me disent que c'est ce qui les a le plus frappés dans leurs années de collège", dit-elle.

Mais **le sujet est aussi très difficile** et il nécessite une soigneuse préparation afin de s'assurer que les élèves reçoivent des éléments appropriés à leur âge, dit Todd Hennessey, enseignant en histoire dans une école de premier cycle à Castle Rock, dans le Colorado.

T. Hennessey, l'un des professeurs de ce cours, déclare qu'il connaît un enseignant qui ne veut parler dans ses cours que des tentatives faites pour sauver les juifs de l'Holocauste "parce que ces histoires se terminent bien et que **le reste est trop déprimant** pour ses élèves".

Il a rencontré un autre enseignant dont l'école de son arrondissement interdit de mentionner les persécutions et meurtres perpétrés par les nazis sur les homosexuels dans les camps de concentration, de crainte de promouvoir "un style de vie différent". "C'est très dommage. On ne peut pas discuter de l'Holocauste et laisser de côté cet aspect important", dit-il.

L. Armstrong dit que beaucoup de ses étudiants catholiques ont été choqués d'apprendre **le rôle historique de l'Eglise dans l'antisémitisme**. "Un grand nombre de mes enfants ont une vue très idéaliste de l'Eglise. Mais il est important qu'ils entendent la vérité", dit-elle.

<<http://fyi.cnn.com/2002/fyi/teachers.ednews/07/14/teaching.holocaust.reut/index.html>>

On voit l'étendue de ce gigantesque lavage des cerveaux. Ceux qui doutent de la nécessité du révisionnisme devaient d'abord contribuer à effacer les traces de ce sinistre lessivage.

FAUT ETRE IDIOT

Nous avons déjà mentionné la biographie d'Albert Paraz, de Jacques Aboucaya, parue récemment à L'Age d'homme. L'auteur a eu accès au fonds de correspondances de Paraz qui est maintenant à la Bibliothèque nationale. Il cite des échanges entre le bouillant romancier et l'une de ses égéries, Denise Centore, qui avait été résistante. Il lui écrit le 30 juillet 1952: "Au fait, croyez-vous qu'il y ait des gens qui aient vu eux-mêmes fonctionner des chambres à gaz ? Vous occupant de déportés, vous devriez le savoir. Citez m'en un ou deux, qui ne soient pas aux antipodes." Il veut dire "derrière le rideau de fer". Le 8 août, il écrit: "Pour moi, les chambragaz, l'existence réelle de Jésus, les araignées homicides parachutées [en Corée], cela n'est pas historique (...) Je suis simplement précis, je rectifie, sans souci de ce qui peut arriver." Le 13 août: "J'ai simplement dit: il n'y a pas de témoignage direct sur les chambragaz et il n'y en avait pas à Nuremberg. C'est tout. Ces charniers abominables de squelettes sont au contraire des preuves contre. [...] Mais pourquoi aussi ne me résigné-je pas à dire chambragaz comme tout le monde. C'est un truc à se faire étendre de le crier. Et à quoi bon, puisque l'effet est le même. La passion de la vérité. Faut être idiot." (p. 137-138).

UN BRAV'GÉNÉRAL ROUGE

Le Monde

Avant et après Auschwitz, de Vassili Petrenko. Traduit du russe par François-Xavier Nérard. Suivi de *Le Kremlin et l'Holocauste 1933-2001* d'Ilya Altman et Claudio Ingerflom. Flammarion, 286 p., 19 ₣.

Compte rendu de **Pierre Vidal-Niqué**.

Le livre que publie Flammarion est composé de deux ouvrages très différents l'un de l'autre. Il y a d'abord les Mémoires plus ou moins rewrités d'un général soviétique, Vassili Yakovlevitch Petrenko, né en 1912 dans une famille de paysans ukrainiens. Son père, qui possédait cinq hectares et demi de terres, fut libéré de l'armée en février 1919 par la révolution d'Octobre. S'il fut privé de ses terres par la collectivisation, il ne fut pas déporté et survécut à l'occupation allemande en se cachant. Le fils, lui, bénéficia de l'appel d'air créé par la Révolution, s'engagea dans l'armée, fit le coup de feu à la frontière de ce qui est aujourd'hui l'Iran, devint officier et bénéficia, involontairement, de l'élimination des cadres de l'armée rouge par le despote alors au pouvoir. En 1942, il est au front, où il se conduit vaillamment, ayant son épouse comme collaboratrice. Il est, en janvier 1945, à la tête d'une des quatre divisions qui libèrent Auschwitz.

C'est comme libérateur du camp d'extermination qu'il devint, en 1981, une figure internationale. Il fut accusé en Occident d'avoir reçu l'ordre de retarder la libération du camp pour permettre aux nazis d'achever leur besogne. C'était faux et injurieux. C'était aussi confondre Auschwitz et Varsovie. Là, l'armée rouge marqua volontairement le pas sur les bords de la Vistule pour laisser aux nazis le temps de liquider l'insurrection nationaliste.

Rien de tel devant Auschwitz. Simplement la libération du camp n'était pas un objectif militaire, pas plus d'ailleurs que Paris ou Strasbourg pour l'armée que commandait Eisenhower, pas plus que les voies ferrées qui conduisaient à Auschwitz pour les dirigeants anglo-américains ou soviétiques. L'extermination ne fut combattue que par des paroles. Certains lieux sont devenus symboliques après.

Petrenko continua sa carrière militaire après la guerre, non sans revivre quelques épisodes parfois tragico-comiques, parfois purement tragiques. Membre du Parti, il vota en février 1949 l'exclusion des dirigeants de l'organisation communiste de Leningrad, accusés de vouloir ressusciter la ville des tsars comme capitale du pays. L'organisateur de la purge était Malenkov. Petrenko nous dit: "j'avais décidé de m'abstenir. Mais après la phrase "Que ceux qui sont pour cette proposition lèvent la main", tout le monde leva la main rapidement et unanimement, et je me suis joint à eux." Ainsi fonctionnait le régime totalitaire stalinien. Bardé de décorations, dépourvu, semble-t-il, de toute méchanceté, Petrenko survécut à tout, correspondit avec Elie Wiesel, et aux dernières nouvelles vit toujours, désormais nonagénaire.

Antisémitisme traditionnel

Ce récit est fort intéressant, mais le texte qui suit, *Le Kremlin et l'Holocauste, 1933/2001*, est, lui, une analyse historique de tout premier ordre due à la plume experte d'Ilya Altman et Claudio Ingerflom. Si l'Occident porte sa part de responsabilité dans le génocide, dans la mesure où il refusa d'accueillir les réfugiés juifs ou de leur ouvrir largement la Palestine, cette responsabilité est partagée avec l'Union soviétique, qui refusa pareillement, même quand Hitler le lui proposa au début de 1940, de recevoir les juifs de Pologne et d'Allemagne. L'URSS laissa cependant transiter un petit nombre de juifs baltes qui se rendaient au Japon.

Le Comité antifasciste juif, créé sous les auspices de Staline, fut un instrument de guerre qui n'était pas destiné à durer. Cela dit, pendant la guerre, et même après la guerre, c'est plutôt l'antisémitisme traditionnel des populations qui joua un rôle négatif, et parfois même catastrophique, que les instructions du pouvoir. Il n'en fut plus de même quand la victoire fut en vue. Après Stalingrad, le silence se fit sur le grand massacre en ce qu'il visait spécifiquement les juifs. J'ai pu voir à Auschwitz le film tourné par les libérateurs soviétiques: **le mot juif n'y est pas prononcé**. Tout cela n'alla pas sans à-coups, avec parfois des retours en arrière. A lire absolument.

Le Monde, 19 juillet 2002

Ingerflom, juif argentin et ancien étudiant à Moscou, a été longtemps soupçonné, comme une bonne partie des ex-soviétologues du CNRS et de l'EHESS, de sympathies envers le révisionnisme. Les longues conversations entre Marc Ferro et Serge Thion, quelque part en Afrique, n'y sont peut-être pas pour rien. Certains membres de ces équipes avaient même pris des positions publiques. On remarquera qu'après plusieurs périodes de remous, ceux qui pouvaient se targuer d'une sorte d'identité juive, ont survécu dans leurs postes et continuent des carrières, même si elle ne sont pas spectaculaires. Ingerflom, dans le cas présent, montre patte blanche et reçoit l'onction du plus incompétent de la bande, le distributeur de lait-fraise et de médailles en chocolat, l'inénarrable préfacier Vidal-Roquet. Ce n'est peut-être pas une couverture très solide, mais dans ce bas monde, on fait avec ce qu'on a.

MILLE FOIS REPETITA

Noam Chomsky: un linguiste édité par les néo-fascistes...

Par **Didier Daeninckx**

En 1980, la réputation de Noam Chomsky s'était étendue en dehors du champ de ses lecteurs universitaires quand il avait décidé d'apporter publiquement son soutien à la liberté d'expression de Robert Faurisson qui, appuyé par **les débris de la Vieille Taupe**, lançait sa campagne de négation de l'existence des chambres à gaz nazies. [*C'est grotesque. Voir notre page Chomsky*]

Ce soutien chomskyen se matérialisa tout d'abord par l'apposition de son nom au bas d'une pétition, puis par la rédaction d'un texte que son ami Serge Thion, accompagné de Pierre Guillaume, vint chercher à Boston. [*Affirmation délirante et totalement fausse. Même à cette époque-là, la poste existait*]

On sait aujourd'hui que les billets d'avion des deux dirigeants ultra-révolutionnaires furent payés par Louis Pauwels, le directeur d'un Figaro-Magazine alors engagé dans la diffusion militante des thèses de la Nouvelle-Droite d'Alain de Benoist. [*Affirmation fausse*]

Le journal ne publia pas les dix feuillets de "Commentaires" qui trouvèrent leur place, quelques mois plus tard, en avant-propos d'un livre de Robert Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'Histoire* édité par la Vieille Taupe.

Dès les premières lignes, Chomsky souligne son incompétence concernant le sujet explosif qu'il va pourtant traiter:

"Je ne dirai rien ici des travaux de Robert Faurisson ou de ses critiques, sur lesquels je ne sais pas grand chose, ou sur les sujets qu'ils traitent, sur lesquels je n'ai pas de lumière particulière".

Cette ignorance revendiquée qui le conduit à qualifier de "travaux" les élucubrations de Faurisson, n'est plus de mise quelques pages plus loin puisque Chomsky va se porter garant du négationniste français:

"Je voudrais ajouter une remarque finale au sujet du prétendu 'antisémitisme' de Faurisson. Remarquons d'abord que même si Faurisson se trouvait être un antisémite acharné ou un pro-nazi fanatique -- et ce sont des accusations que contenait une correspondance privée qu'il ne serait pas convenable de citer en détail ici -- [*il vise ici Pierre Vidal-Fessait*] cela n'aurait rigoureusement aucune conséquence sur la légitimité de la défense de ses droits civils".

Et Chomsky de conclure:

"Pour autant que je puisse en juger, Faurisson est une sorte de libéral relativement apolitique".

Chomsky ne parvient pas à comprendre que le négationnisme est la forme virulente moderne de l'antisémitisme, une nouvelle version du "complot juif mondial" selon laquelle les juifs auraient inventé le mythe de leur mort massive pour mieux asseoir leur pouvoir. Mais on savait pourtant à l'époque que Robert Faurisson s'était distingué, en 1961, en tentant d'apposer une plaque en l'honneur de Pétain sur les murs de l'Hôtel du Parc, à Vichy, et que ses textes étaient publiés dans la revue nazie de Maurice Bardèche, *Défense de l'Occident*

(...)

Tout l'article dans le n°21 des *Enquêtes interdites*.

Les petits radins d'Amnistia n'affichent plus leurs élucubrations en entier. Ils mettent ça sur du papier chiotte et le vendent à la criée. C'est le journal des éboueurs.

<<http://www.amnistia.net/librairie/amnistia/n21/chomsky.htm>>

CALIFORNIE: QUELLE INFAMIE

(...) A l'attention des Californiens: l'"Assembly Bill 2003", appelé aussi "Loi sur l'enseignement de l'Holocauste et du Génocide" sera examiné par la Commission sur l'enseignement le 7 août. Cette loi sera la première du genre aux Etats-Unis. Les juristes juifs de Californie affirment déjà qu'elle servira d'exemple aux autres Etats qui en feront autant.

Cette loi prévoit de réformer le Code de l'enseignement relatif aux écoles secondaires publiques tel qu'il existe en Californie. Résultat: **il deviendra obligatoire dans ces écoles de faire étudier aux élèves l'esclavage, le génocide et l'Holocauste.** Un tel enseignement pourra s'étendre aussi aux programmes des élèves des classes 7 à 12. De plus, la loi prévoit la mise en place d'une commission appelée "**Commission sur l'Holocauste et le Génocide**".

Patriot Letter (sur internet) de W. Mueller du 19 juillet 2002 .

Et après, il y en aura pour nier qu'il s'agisse d'histoire officielle...

LES ZÉLÉS ÉLUS

Des élus PC portent plainte contre un élu FN de l'Oise pour révisionnisme

Senlis, 23 juil (AFP) -- Des élus communistes de Picardie ont déposé plainte jeudi dernier contre Pierre Descaves, conseiller général FN de l'Oise, pour des propos jugés "négationnistes" et "révisionnistes", a-t-on appris mardi auprès de Maxime Gremetz, député PC de la Somme et signataire de la plainte. "Non seulement M. Descaves reprend à son compte les propos de Jean-Marie Le Pen sur "le détail" que représenteraient les chambres à gaz dans l'histoire, mais il salit la résistance, traitant les communistes de "collabos". "C'est intolérable", a déclaré à l'AFP Maxime Gremetz. Les propos de M. Descaves, un fidèle de M. Le Pen, avaient été publiés le 4 juillet dernier dans *Le Courrier Picard*, journal auquel il affirmait alors que "la présentation qu'on nous fait de l'histoire est totalement fausse". Se livrant à un décompte douteux des victimes de la Shoah, il expliquait que les chambres à gaz pouvaient contenir "au pire 200.000 ou 400.000 personnes", qu'il n'y avait "pas la capacité pour faire plus, car il faut les faire rentrer

les mecs, pour les tuer". "Quatre cent mille, six millions, et trente millions de morts en tout pendant la guerre, c'est ce qu'on appelle la partie d'un tout, un détail", poursuivait-il. "Les hommes qui ont conduit la France à cette débâcle étaient les socialo-communistes et les communistes (..) ont collaboré avec les Allemands", avait-il ajouté. Estimant que "de telles contre-vérités et injures ne peuvent rester sans suite", Maxime Gremetz, Alain Blanchard, conseiller général de l'Oise, et Gérard Lalot, président du groupe PC à la région Picardie, ont déposé plainte "**pour propos révisionnistes**". Les élus communistes ont également lancé un "appel à toutes celles et ceux qui sont indignés" par ces propos, les invitant à déposer plainte. *Le Courrier Picard* avait accompagné l'interview de M. Descaves d'un bref préambule, indiquant: "Il nous paraît important de publier ces propos. Pour en mesurer la gravité, ils sont à rapprocher des derniers résultats électoraux de l'extrême droite".

DRACULA

D'après *Faits et Documents* (1-15 juillet) "le gouvernement roumain, siégeant par ordonnance urgente, vient de décider que l'appartenance à une organisation fasciste ou raciste encourra jusqu'à 15 ans de prison. **La mise en cause de l'Holocauste** ou de ses conséquences pourra être condamnée à cinq ans de prison", deux de mieux que la gayssoitine. S'ils appliquent cette loi, les Roumains auront dix fois plus de prisonniers politiques que sous Georghiu Dej, Anna Pauker et Ceaucescu réunis.

PARUTIONS

§== **Histoire du fascisme juif aux Etats-Unis.** Important new information concerning American Jewry's response to the Holocaust, in *Militant Zionism in America: The Rise and Impact of the Jabotinsky Movement in the United States, 1926-1948*, which has just been published by the University of Alabama Press <www.uapress.ua.edu>

The book recounts the fascinating and little-known story of the militant American Zionists (both the Bergson Group and the Netanyahu group) **who lobbied Congress**, rallied American public opinion, and influenced British-American relations with their campaigns in the 1930s and 1940s to rescue Jews from Hitler and establish a Jewish state.

Rafael Medoff reveals that the faction -- which included an Academy Award-winning screenwriter and several future members of the Israeli parliament -- was **more influential** than has been previously acknowledged. These militants stirred America's conscience by placing controversial newspaper ads, lobbying conservative as well as liberal members of Congress, and staging dramatic protest rallies. Through these tactics, Medoff shows, they attracted a wave of support from an extraordinary cross-section of leading Americans, including comedians Harpo Marx and Carl Reiner, actors Vincent Price, Marlon Brando, and Jane Wyatt, musician Leonard Bernstein, and rising young politicians Jacob Javits and Hubert Humphrey. Medoff also describes the shadowy underground division that smuggled weapons to the Holy Land in caskets, naming and interviewing for the first time members of this gunrunning network. Based on years of archival research and interviews and written in a compelling style, *Militant Zionism in America* documents events that reshaped the American Jewish community, influenced American foreign policy, and contributed to one of the most extraordinary events of modern history: the creation of the State of Israel.

Rafael Medoff, *Militant Zionism in America: The Rise and Impact of the Jabotinsky Movement in the United States, 1926-1948*, University of Alabama Press, 304 pages, 6 x 9, illustrated, 2002, ISBN 0-8173-1071-1, \$39.95s cloth
<75262.2376@compuserve.com>

§== **L'Effet Shoah.** Dora Apel <ad8987@wayne.edu>, *Memory Effects: The Holocaust and the Art of Secondary Witnessing*, Rutgers University Press, 2002.
Quatrième de couverture:

"Dora Apel analyzes the ways in which artists born **after the Holocaust** -- whom she calls **secondary witnesses** -- represent a history they did not experience first hand. She demonstrates that contemporary artists confront these atrocities in order to bear witness not to the Holocaust directly, but to its "memory effects" and to the implications of those effects for the present and future.

Drawing on projects that employ a variety of unorthodox artistic strategies, the author provides a unique understanding of **contemporary representations of the Holocaust**. She demonstrates how these artists frame the past within the conditions of the present, the subversive use of documentary and the archive, the effects of the Jewish genocide on issues of difference and identity, and the use of representation as a form of resistance to historical closure."

§==**Gorbachov reconverti**. The archives for study of the **later psychological effects of the Holocaust**, in the Center for Study of Psychological stress, headed by Professor Shlomo Breznitz at the University of Haifa, has been active since 1979. Established by the late Prof. Eitinger from Oslo, the archives has developed three primary domains.

1.A bibliographical collection, including rare materials from the very first days of this research, some of which are manuscripts that are not easy to obtain elsewhere.

2.The archive contains Holocaust survivors' audio-video testimonies, in cooperation with the Fortunoff Archive at the Yale University. Lately we have also started to collect audio testimonies from Holocaust survivors who were children during persecution.

3.A computerized bibliography of studies concerned with the psychological and medical effects of the Holocaust on its survivors and their offspring. The bibliographical items include key words and are abstracted. [*C'est très important pour comprendre que tous les dirigeants israéliens sont complètement azimuthés.*]

Ray D. Wolfe Centre for Study of Psychological Stress, The University of Haifa, Haifa 31905, Israel, phone: ++ 972 4 8240180

<<http://research-faculty.haifa.ac.il/arch/>>

Webmaster: Alexei Gorbachov.

§== **Le début de la fin**. "After all, denial of the most basic elements of the Jewish story -- from the biblical connection to the land of Israel to the existence of the gas chambers -- has become routine in much of the Arab world."

"How despair is transforming Israel, The Wall", by Yossi Klein Halevi *The New Republic*

<<http://www.thenewrepublic.com/doc.mhtml?i=20020708&s=halevi070802>>

§== **Couteau avec lame et manche**

Edoardo Longo, *Il coltello di Shylock*. 140 pages, 15 Euros. Editions Rocca d'Europa, Via Settefontane, 99, Trieste, Italie.

On connaît mal ici les révisionnistes italiens et notamment Me Longo qui s'était pourtant fait remarquer, il y a quelques années, pour s'être attaqué tout seul à Spielberg et à la Radio-télévision italienne en raison de la projection du film *La Liste de Schindler*, qui, selon lui, "alimente les sentiments antiallemands" et "incite à la haine raciale". Il contribue régulièrement au *Courrier du Continent* du Suisse Gaston-Armand Amaudruz, qui préface le présent ouvrage.

Ce **Couteau de Shylock** n'a pas d'équivalent en Italie puisqu'il dévoile les coulisses sordides des lobbies qui, à travers un réseau de lois liberticides, gouvernent le monde. L'auteur, avocat, tire de sa propre expérience et d'informations relevées dans le cadre de sa profession des cas incroyables mais vrais de dévoiement de justice: des adolescents, d'anciens soldats octogénaires, des personnes âgées à la retraite, tous sont poursuivis jusqu'à l'anéantissement par des procureurs de la République serviles devant ce que Norman Finkelstein a appelé l'"industrie de l'Holocauste".

L'ouvrage, qui aborde également des aspects de la rivalité entre judaïsme et franc-maçonnerie, est enrichi de nombreuses annexes documentaires: les querelles contre les juges de "l'affaire Holywarzog", des articles interdits de G.-A. Amaudruz et une étude de l'historien Jürgen Graf, En italien.

§== **Tout un programme**. Introduction to the Holocaust Syllabus

See Chapter 2 (*Teaching the Shoah: The Introductory Course*) in Z.

Garber, *Shoah: The Paradigmatic Genocide*, (UPA, 1994) for suggestions (purpose, objectives, method, topics, written assignments, observations, analysis, etc). The chapter is cited in a number of academic reviews (*Choice, Religious Education, Shofar, Hebrew Studies*, etc.) as **a model for an introductory course on the Shoah**.

From: zev garber <zevgarber@juno.com>

Un certain Leon Levitt répond à la demande (faire un programme pour "débutant en Shoah") avec quelques détails révélateurs sur le rôle des faux dans **cet enseignement totalement bidon**:

To respond to Wendy Maier's request, just some ideas. Lower division students can handle -- in terms of their span of attention (i.e. brevity of the book) and lack of complexity of language and, usually, thought -- **Elie Wiesel's "Night."** Yet the book does provide an introduction to what it meant to be in a death camp. "**The Diary of Anne Frank,**" presented in context, de-emphasizing her rose-colored glasses, appeals because of her youth and adolescent preoccupations, **with which they can identify.** A more profound, longer, and more graphic book is **Primo Levi's "Survival in Auschwitz"** (his original, better title "Is This a Man?"), but it may be too much for first year students.

The concept of genocide should provide a framework; the special nature of the Holocaust in terms of the official policy of a powerful nation against some of its own inhabitants provides a focus. The concept of "Lebensraum" and Hitler's ambition to subjugate the world to make room for the expansion of the "master race" and to provide slave labor and unlimited resources should be understandable too. Complicity, passivity, and pervasive antisemitism outside Germany could be topics, if it appears the students can handle those topics.

From a specifically Judaic perspective, a brief history of the lack of a homeland and a worldwide diaspora can provide understanding of the slogan "Never Again" and for the establishment and tenacity of Israel as, perhaps, **exemplified by the hunt for, capture, trial, and execution of Eichmann.** That is, if one gets that far. But this section does integrate the course.

As to films: There are many. **NOT** "Life Is Beautiful," as it falsifies the reality. **A problem is that films are full-length and tend to complexity.** [*La complexité, quelle horreur, il faut l'éviter à tout prix*]

"Schindler's List" is accessible but long; "The Pawnbroker" and "Sophie's Choice" are too removed, despite dealing with survivors whose lives are forever molded by their experience. Yet, all students appreciate the testimony of survivors; for that purpose, **selected parts of Claude Lanzman's "Shoah"** are most effective. [*On découpe comme des rondelles de saucisson pour le sandwich*]

Depending on where you are, a visit to the Holocaust Museum in Washington, DC, can be valuable; if that is not feasible because of distance and cost, **a nearby mini-Holocaust museum in a Jewish Center** [*Vous avez forcément ça au coin de la rue*] may provide a useful dimension, though my experience in this regard **has not** been particularly favorable.

Leon Levitt <levitt151203MI@comcast.net>

§== **Back to L'industrie de l'Holocauste.**

John Authers and Richard Wolffe, *The Victim's Fortune*, New York, HarperCollins, 2002 might have helped to understand the strange process by which the Claims Resolution Tribunal goes about granting awards to Jewish claimants for a small percentage of the money that the tribunal decided to give them.

The book did no such thing. I read the first 106 pages which, as I previously reported, were filled with gossip details about the many competing lawyers, dropping snide remarks about many of them along the way, especially **Ed Fagan**, whom the authors describe as a small-time personal-injury lawyer (even though Fagan was well enough off to afford having his office on the 84th floor of the World Trade Center).

The book is also filled (up to where I stopped reading) with other put-downs, such as the one where U.S. District Judge Edward **Korman** tries to have the competing lawyers bury the hatchet by inviting them to dine at Gage and Tollner, a non-Kosher Brooklyn eatery where **poor Israel Singer** has to make do with a glass of water. [*Quelle horreur, sans compter que c'est le juge qui invite les avocats à se bâfrer. Quelle éthique en toc!*]

In the end, an award is hammered out. But there are many references to a separate audit by a group headed by Paul Volcker, and to an Independent Committee of Eminent Persons (ICEP). None of this is explained. Nor is the process by which the ICEP determines who will get what, whether the information is based on the Volcker audits, why only 35% of the award is paid out while the rest is held back in case of competing claims, even though claims were closed several years ago.

I now know a great deal about how some of these lawyers acted without hope of being paid while others (Fagan is targeted here, along with some others) are acting on a contingency basis. But I still know nothing about the process in operation.

Starting on Page 107, the authors do their thing about insurance, slave labor, property confiscations, etc. I could not bear to punish myself any more. [*Il s'agit de savoir où paase le fric destiné aux préten,dus "survivant" mais ce bachi-bouzouk ne veut pas en savoir plus.*

Stephen G. Esrati

23 Jul 2002 <H-HOLOCAUST@H-NET.MSU.EDU>

Sur le même livre:

While I can't say that I have taken the time to read the entire book, "The Victim's Fortune," I got the same sense from what I did see to concur with Stephen Esrati. As the one who led the Senate Banking Committee's investigation into the Swiss banks, I can say that there were mistakes in the book-including one stating that I was the son of Holocaust survivors.

Not that this is either a terrible mistake or a black mark on me, only that I know where the authors of the book got that statement: Itamar Levin's book on the same subject. When I asked John Authers about the mistake he said he would correct it. Nevertheless, it points out the fact that instead of asking me, and I point out that they did use my book *Swiss Banks and Jewish Souls*, 1999, they failed to get details like this correct. I need to check if there were other mistakes and how closely my book was used, with or without footnotes. Additionally, John Authers confided in me that they never spoke with Senator D'Amato for their book either, despite his large role in the investigation as well as the settlement of the Swiss banks case and his involvement with the Austrian banks case as well.

Gregg Rickman <gr1723@msn.com>

Même source, 23 juillet. *Tout ça c'est du grain à moudre pour Norman Finkelstein. Attendons le tome II...*

+++++

Informations et commentaires tirés du site **aaargh**

<<http://aaargh-international.org>>

<aaarghinternational@hotmail.com>